

front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N° 157 22 MAI 1975 - B.P. 161 75864 Paris cédex 18 - C.C.P. Front Rouge 31-191-14 La Source 2,50 F

USINOR CHAUSSON UNIMEL...



Le piquet de grève à Usinor

LES TRAVAILLEURS AFFRONTENT LA POLITIQUE DE CRISE

VIVE LE CONGRES
CONSTITUTIF DE
L'UNION COMMUNISTE
DE LA JEUNESSE
REVOLUTIONNAIRE



"AU
SUD VIETNAM
LIBERE"

interview
de
Roger PIC

page 12

LE CAMARADE GILBERT MURY EST MORT

Message du Bureau Politique du Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.) à Suzanne MURY

Camarade,

La mort de Gilbert nous a profondément affectés. Il compte parmi ceux qui, en France, ont, les premiers, engagé courageusement la lutte contre le révisionnisme, ont défendu et propagé les idées du marxisme-léninisme. Il compte parmi le petit nombre de ceux qui, depuis, n'ont jamais abandonné la bataille, ont toujours cherché, malgré les difficultés, à transformer en force agissante leurs convictions révolutionnaires.

Gilbert a beaucoup aidé notre Parti : par son expérience, ses capacités de propagandiste, son intelligence, sa force de persuasion. Nous le considérons comme un des nôtres ; jusqu'au dernier moment il a fait part au Parti de son énergie révolutionnaire.

Permetts-nous, camarade, de partager avec toi et votre fils, votre douleur.

Nous conserverons vivante la mémoire de Gilbert, son œuvre. Elle a fait corps avec la lutte de notre Parti, avec le développement même de la révolution en France.

Le Bureau Politique du PCR (ml.).



Le 16 mai 1975, le camarade Gilbert Mury est mort. Pour nous, sa vie a une valeur d'exemple. Il appartient, dans sa génération, au petit nombre de ceux qui, engagés à 20 ans dans le combat de la Résistance, n'ont jamais abdiqué leur conviction communiste. Jusqu'à sa mort, il a poursuivi le combat pour la révolution.

« Dire pour quoi je vis, c'est dire pourquoi je me suis battu depuis que j'ai quitté le lit où je traînais d'opération en opération, de plâtre en béquilles, depuis bientôt sept ans. Il était parfaitement clair en ces jours d'octobre-novembre 1940, que les envahisseurs allemands occupaient le sol national et qu'il fallait les en chasser. Mais la libération d'un territoire n'est pas nécessairement celle des hommes qui l'habitent. Et l'oppression ne prend pas toujours la forme d'un uniforme ennemi. Alors la lutte a continué. Il est arrivé que le Parti des Fusillés est devenu le parti de M. Marchais... Les combats de la Résistance ont décidé de toute ma vie. C'est en définitive pour rester fidèle aux vivants et aux morts de la lutte armée de libération nationale que j'ai choisi la guerre de classe aux côtés du prolétariat. Et si depuis lors, j'ai commis parfois des erreurs graves dans mes analyses politiques, jamais du moins, si dure que fut la bataille engagée par mes camarades, je n'ai oublié la leçon prise dès la fin d'octobre 1940 : ne pas reculer ».

Dans son combat de résistant, Gilbert a acquis, inébranlablement deux certitudes : le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la révolution et la nécessité de la violence révolutionnaire.

« Venu au combat de classe par le relais de la guerre de libération nationale, je n'ai jamais pu croire que nous irions au socialisme par la voie pacifique, ni qu'au lendemain d'une victoire militaire, les classes vaincues disparaîtraient sans aucune lutte et sans tenter de reprendre le pouvoir ».

Au lendemain de la Résistance, il ne cherche pas comme certains à se prévaloir si peu que ce soit de ses titres de Résistant et de dirigeant du « Mouvement de Libération National ». Intellectuel de formation et de profession, il aspire avant tout, à poursuivre dans les rangs du PCF, le combat au service de la classe ouvrière. Car pour lui, le socialisme n'a rien d'un but abstrait : c'est une réalité vivante, et rattachée par mille liens de solidarité et de classe aux peuples qui déjà le construisent.

« Lorsqu'à la fin d'octobre 1940, j'ai rejoint les rangs du Parti Communiste, j'ai commencé à découvrir ce que représente pour un militant, l'amour d'un pays qu'il ne connaît pas encore, mais où la révolution monte comme une flamme. Hier l'Union Soviétique, aujourd'hui la Chine. Je n'ai jamais vécu ni dans l'une ni dans l'autre. Je n'ai jamais cru que la France de la

révolution victorieuse reproduirait mécaniquement, servilement un modèle inventé à l'autre bout de l'Europe ou à l'extrémité de l'Asie. Seulement, il me semble difficile de combattre pour elle sans trouver dans cette bataille, telle qu'elle se déroule sur notre sol, toutes les raisons de chercher à connaître et à vivre le socialisme tel qu'il grandit, même loin de nous ».

C'est en luttant contre le révisionnisme en France, que Gilbert Mury a appris à aimer, d'une amitié extrêmement forte, le peuple albanais, sa révolution, son Parti. « *Camarade Mury, l'Albanie est votre seconde Patrie* » lui a dit un jour Enver Hoxha. Et c'est vrai, il ne parlait jamais de ce pays sans émotion et il est celui qui inlassablement par ses écrits, par son action, en créant en 1972 l'Association des Amitiés Franco-Albaines, a le plus œuvré pour faire connaître, comprendre, pour faire aimer l'élan révolutionnaire du peuple albanais.

Chez lui, l'adhésion aux idées du communisme ne faisait qu'un avec les sentiments de classe qui l'unissaient, au plus profond de lui-même, à la révolte de tous les exploités en lutte, aux combats des peuples contre l'impérialisme. Et c'est là qu'il puise la force et la certitude pour s'opposer courageusement au déferlement du révisionnisme. A quoi servaient les calomnies et les injures du XXème Congrès contre Staline ? Il répondait en 66 : *« discréditer le principe même de la dictature du prolétariat, c'est à dire de l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière ».*

Qui soutient la lutte héroïque du peuple vietnamien ? La Chine socialiste unie « comme les lèvres et les dents » au peuple vietnamien, selon le mot d'Ho Chi Minh, ou le PxC>F révisionniste qui interdit la diffusion du « courrier du Vietman ».

Que devient le PxC>F ? un parti bourgeois qui considère de plus en plus les ouvriers les plus exploités comme une masse de manoeuvres électorales. Les révisionnistes ont beau lui confier d'importantes responsabilités de propagandiste, pour tenter à la fois de se le concilier et de le neutraliser. C'est à partir de telles positions de classe que Gilbert Mury se bat au sein du PxC>F jusqu'à ce que la rupture devienne inévitable. Il rejoint alors les premières forces marxistes-léninistes regroupées dans le MCF(ml). Portant une grande attention aux luttes ouvrières, il contribue à y mettre en avant la nécessité pour les communistes authentiques d'organiser les couches les plus exploitées de la classe ouvrière, les OS et, notamment les immigrés. Il a le mérite, rejetant tout esprit de chapelle d'engager, sur le terrain politique, la polémique avec l'UJC (ml).

Si Gilbert n'a pas participé au Congrès de Puyricard, c'est qu'il a finalement douté à

l'époque, des conditions dans lesquelles pouvait s'édifier le Parti. Mais il est resté un militant et a consacré alors notamment son énergie à lier le mouvement de solidarité pour le peuple palestinien avec la lutte des travailleurs arabes en France. Ce qui lui valut toute sorte d'attaques et de vexations de la part de la bourgeoisie. En 1970, Gilbert est à Amann contre le sionisme, contre le racisme, il contribue de toutes ses forces à faire du soutien à la cause palestinienne, un élément indissoluble de la lutte révolutionnaire. Gilbert s'est rapproché de nous à partir du moment où il a pu apprécier la portée de notre rupture avec l'opportunisme, où il a saisi concrètement comment notre Parti se liait à la classe ouvrière. Dès lors, il n'a pas cessé malgré la fatigue, la maladie, de nous apporter une aide précieuse et multiple. Il joua un rôle considérable dès 1972 dans la constitution des Comités Indochine Palestine, a participé au Comité de Rédaction de « Front Rouge », à la revue « Octobre », apportant à la tribune de nombreux meetings, sa force de conviction, son enthousiasme militant. Depuis plusieurs mois, il avait accepté de donner des cours à l'Ecole Centrale du Parti : loin de se contenter de transmettre ses connaissances, philosophiques, historiques, il s'efforçait toujours de les repenser, de répondre aux questions, aux besoins, au point de vue des camarades ouvriers.

Oui, camarade Gilbert, tu étais l'un des nôtres !

Tu as consacré sans compter jusqu'au dernier souffle ton énergie, ton intelligence, ta force de conviction au service de la révolution, de l'internationalisme prolétarien. Ton courage, ta détermination, tes sentiments de classe, sont un exemple qui nous porte en avant. Ton œuvre, ton action ne peuvent mourir avec toi : elles se poursuivent déjà dans le combat de notre Parti, dans la lutte révolutionnaire du peuple de France.

Gilbert Mury a écrit de nombreux ouvrages à caractère militant, sur des questions philosophiques, historiques ou sociologiques.

Signalons ici ceux qui, dans la dernière période, ont joué et jouent un rôle important dans la propagation des idées du marxisme-léninisme.

Albanie, terre de l'homme nouveau
Face au révisionnisme : œuvres d'Enver Hoxha choisies et préfacées.

La Révolution Culturelle : recueil de documents précédés d'une importante introduction.

Le Sang Ouvrier : Etude sur les accidents du travail aujourd'hui.

A tous les camarades et amis de Gilbert Mury

Vous êtes des combattants marxistes-léninistes. Vous êtes de ceux qui préparent les lendemains où les hommes sauront ce que c'est que d'être un homme.

J'ai été la compagne pendant plus de 30 ans de Gilbert Mury.

J'ai participé avec mes moyens, mes défauts et mes qualités à son œuvre, j'ai essayé de l'aider et de le suivre.

C'était un homme intègre, c'était un homme de devoir, c'était un militant.

Il a consacré sa vie, ses loisirs, son temps, sa santé à préparer la venue de cet homme nouveau qu'il avait rencontré en Albanie socialiste. A travers les orages et les difficultés de la vie militante qui a été la sienne, un amour profond nous a toujours liés. Il est resté avec moi jusqu'à la dernière minute.

Et je vous demande camarades, je vous demande à tous, ceux qui croient en la révolution et en la possibilité d'un homme total, un homme délivré des servitudes du capitalisme et de l'aliénation dans lesquelles on retient le meilleur de lui-même, de reprendre son combat, de reprendre sa lutte et de rester toujours fermes sur les positions qui furent les siennes, à savoir le soutien aux peuples combattants, aux peuples déshérités, aux peuples en lutte. Et je vous demande aussi de garder en vous le souvenir de ce que fut pour lui l'œuvre de Staline, à laquelle il était profondément et fidèlement attaché. C'est avec vous que je lui donne mon dernier message fraternel et mon message d'amour.

Adieu, mon camarade.

Suzanne MURY

Halte aux agressions patronales contre les grévistes d'Usinor !

Afin de briser la lutte des sidérurgistes, la direction d'Usinor a multiplié les provocations, avec l'aide de la maîtrise.

Dans la nuit du jeudi 15 au vendredi 16, à la porte d'Usinor près de la B.P., un petit groupe de non grévistes, entraîné par la maîtrise, agresse les travailleurs du piquet et blesse gravement un délégué. Les grévistes arrivés en renfort ont réussi à coincer une quinzaine d'agresseurs. Ceux-ci n'ont pas été frappés, mais des explications sur la lutte et sur le rôle qu'on leur fait jouer ont été données.

Dans la nuit de vendredi à samedi, une équipe de 50 jaunes entraînés par un contremaître, armés de barres de fer a attaqué un gréviste isolé.

Pour diviser les travailleurs, et entraîner les éléments les plus arriérés à s'attaquer au piquet, la direction mène dans la presse et à la télévision régionale une intense campagne d'intoxication sur le thème : ce sont les ouvriers du piquet qui créent des incidents. Ainsi elle a publié un communiqué prétendant qu'il n'y avait plus de chômage conjoncturel, que tout le monde pouvait reprendre le travail, que ceux qui ne se présenteraient pas seraient inscrits absents sans motif, ce qui en fait hésiter plus d'un. L'impact de ces manœuvres peut prendre de l'importance du fait que de nombreux travailleurs habitent loin de Dunkerque et n'ont pour toutes informations que celles fournies par la presse et la télé de la bourgeoisie.

La direction n'a encore rien lâché ou presque.

Sur le chômage partiel, elle promet qu'il n'y en aura plus pour les deux prochains mois, et pour cause, il faudra bien rattraper le retard de production occasionné par

la grève. Mais rien ne garantit qu'il n'y aura pas de chômage partiel à nouveau après les congés. Par contre le patron propose de travailler pendant les repos supplémentaires (RH), pour récupérer les heures de grève.

Pour une usine où « la conjoncture est défavorable » c'est plutôt bizarre !

Au lieu des 250 F uniforme demandés, la direction propose 4% indexés au plan de production, c'est à dire assortis d'une clause anti-grève et d'augmentation des cadences.

Les dirigeants syndicaux ont annoncé une série d'initiatives : grèves échelonnées : à Sacilor le 21 mai, à Dunkerque le 22 mai, au trust Usinor le 23 mai, au moment de la nouvelle rencontre avec la direction, et pour toute la sidérurgie le 27 mai. Mais aucune proposition de mobilisation n'est faite pour renforcer la lutte à Usinor-Dunkerque, et contre-carrer les manœuvres de la direction.

Au contraire en déclarant que le week-end de la Pentecôte serait un moment creux, ils laissent toute latitude à la direction pour faire redémarrer le plus d'ateliers possible avant le meeting de mardi en s'appuyant sur le fait que les jours fériés sont payés double.

Comme le montre l'intervention des grévistes auprès des non-grévistes, il est possible de construire l'unité des ouvriers d'Usinor contre le patron. Pour cela il faut poursuivre et élargir le travail d'explication, mener une intense campagne de popularisation pour désamorcer les ragots et les manœuvres de la direction, organiser des collectes. C'est ce que s'efforcent de faire les éléments les plus actifs du piquet, avec les camarades de notre Parti.

La lutte continue !

Lundi 19

Intervention des grévistes auprès des non grévistes...

Samedi soir à 21 h, à la porte des grands bureaux, une trentaine de grévistes tiennent le piquet derrière les barrières. Les bus arrivent, et débarquent une cinquantaine de non-grévistes qui vont passer sous les grillages au delà des piquets. L'atmosphère est tendue parce que la télé régionale, aux Informations de 19h, a annoncé qu'il y avait des risques d'incidents. Le nombre des non-grévistes provoque la colère du piquet, les critiques fusent sur la direction de la grève, beaucoup disent que ça ne peut pas continuer comme cela. Aussitôt une réunion s'organise dans les locaux syndicaux et la décision est prise d'intervenir au quarte (train de laminage des grosses brames), secteur qui fonctionne, et où l'effectif est presque au complet. Certains délégués timorés sont pour n'y aller qu'à deux trois, mais c'est la décision d'y aller en nombre qui l'emporte.

Une équipe d'une cinquantaine d'ouvriers se forme et se dirige à pied vers le quarte, sans aucune arme, afin de mettre un coup d'arrêt à la tactique de la direction, qui, par une série de ragots, par des provocations, a créé chez les non-grévistes une ambiance de peur qui leur fait penser que le piquet ne cherche qu'à les agresser, ce qui permet aux contremaîtres de les entraîner dans des coups de poing contre le piquet. Tandis qu'avancent les ouvriers du piquet, les non-grévistes s'attendent à être tabassés, mais très vite l'ambiance se détend, des poignées de mains s'échangent entre non-grévistes et ouvriers du piquet qui se connaissent, des explications sur les raisons de la venue du groupe sont fournies : les revendications, les provocations de la maîtrise. De petits groupes se forment, chacun discute de la situation, pour tomber d'accord qu'il ne faut pas tomber dans les provocations de la direction. Les contremaîtres qui sont là tout doucereux, sont pris à partie sur les incidents... Au train à bande, à la ligne de cisailage, partout c'est la même politique de discussion avec les non-grévistes. Toujours un bon accueil. Ce soir un coup d'arrêt a été donné à la tactique de division de la direction.

Chausson grève avec occupation

"250 F. POUR TOUS" !

LA GREVE A GENNEVILLIERS ET ASNIERES

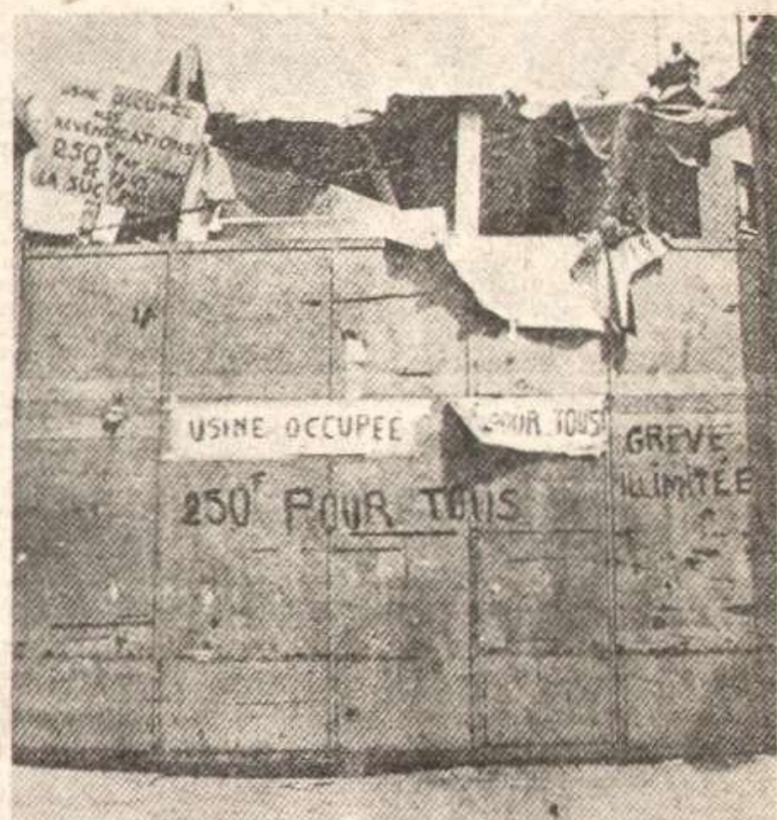
Mardi c'était la paie ; par suite des journées chômées, il manquait environ 150 à 200 F. Spontanément les ouvriers débraient pour discuter.

Le lendemain, des ouvriers de Maubeuge, venus en car, ont fait une manifestation dans les ateliers, entraînant dans leur sillage la plupart des travailleurs. La même chose s'était produite à l'usine d'Asnières où les manifestants ont traversé Gennevilliers. Le jeudi c'était la grève totale avec occupation et fermeture des portes.

A Asnières et Gennevilliers un comité de grève est élu avec des représentants pour chaque atelier, le comité comprend pour Asnières environ 35 personnes dont les délégués CGT et CFDT.

LA SITUATION DANS L'USINE DE GENNEVILLIERS AVANT LA GREVE

Chausson est un sous traitant automobile, avec fabrication de chaînes de tôlerie, de peinture, de montage de la 4L commerciale, de l'Estafette, du J7 Peugeot... C'est des conditions de travail pires qu'à Renault pour des salaires plus bas. Chez Chausson depuis un an, c'est la détérioration des conditions de travail et de salaire. Sous prétexte de la « crise » dans l'automobile, c'est les postes qui changent sans arrêt avec à chaque fois une augmentation de la charge de travail : c'est l'augmentation des cadences



paie. Par contre la production est la même. Tous les ouvriers l'avaient compris, le chômage partiel était bide ; la direction augmente les cadences pour faire un peu d'avance sur les commandes, puis colle un ou deux jours chômés à la fin du mois. Au total c'est la même production, mais avec moins d'ouvriers payés moins cher.

Pour faire passer ces mesures, pour réduire les coûts de production par les licenciements camouflés (départs « volontaires » 50 en avril) et par la surexploitation, la direction avait un argument de poids : le chantage au chômage. Le chômage partiel servait aussi à démobiliser les ouvriers, à briser toute volonté de lutte. Avec en plus des notes de service menaçant de licencier s'il n'y avait pas assez de demandes de mutation à Creil ou à Maubeuge. La question que se posaient les ouvriers c'était : dans cette situation, est-ce qu'une grève peut payer ? Est-ce qu'une grève ne sert pas le patron ? Cette question était au centre des discussions pendant la grève de Renault que tous suivaient de près. La demi-victoire des Renault a fourni l'exemple positif qui manquait. Ce qu'ont fait les Renault, arracher une augmentation de salaire, c'est aussi possible chez Chausson.

Aujourd'hui les ouvriers de Chausson ont dit non, ils ont refusé le chantage à la crise et au chômage et sont passés à l'offensive. C'est tout le groupe Chausson (18.000 personnes) qui est en grève illimitée avec 4 usines occupées (Asnières, Gennevilliers, Creil, Maubeuge) pour obtenir :

- 250 f pour tous ;
 - Parité avec Renault ;
 - Paiement des heures de grève.
- Et instruits par l'expérience des dernières grèves, c'est à une grève longue qu'ils se préparent avec enthousiasme : « Depuis que je suis dans la boîte, je commence à les connaître, on est en grève, c'est pas pour reprendre dans 8 jours, c'est pour se battre jusqu'à ce que le patron lâche les 250 F ». Un Marocain : « Les débrayages de 1 ou 2 heures y en a marre, maintenant on est en grève et c'est pour aller jusqu'au bout ».
- Une affiche à Gennevilliers au milieu des revendications : « Pas question de céder avant la victoire finale ».

Correspondant Chausson.

Le plus fort taux "d'accidents" du travail...

A Chausson le plus fort taux d'accidents du travail, après les Houillères Nord-Pas-de-Calais. Houillères du Nord : 20,5 Chausson : 13,9 Nombre d'accidents X 100.000/ nombre d'heures travaillées. Pour la gravité Chausson arrive en 4^e position après Berliet, Usinor, Michelin et Chrysler. Pour la gravité, Chausson arrive Chausson, que ce soit aussi bien à Maubeuge, usine ultra moderne, que dans les autres usines, le taux de fréquence des accidents augmente chaque année (1970 : 12 - 1973 : 13,9).

LIEVIN : REUNION DE LA COMMISSION POPULAIRE

Samedi dernier en fin d'après-midi, la Commission Populaire de Liévin s'est à nouveau réunie.

Ces derniers temps la Commission Populaire a été de nouveau l'objet d'attaques de la direction de la CGT qui dans une lettre a demandé au maire « socialiste » Daras de retirer la plaque posée devant la fosse 3. La discussion s'engage aussitôt ; une telle attaque suscite l'indignation et la révolte : « Nous ne cherchons pas la division mais on nous attaque... cette plaque est un hommage à nos camarades, il faut la respecter » (un mineur de la fosse 7). « Cette fois ce ne sont pas les Houillères qui ont demandé ça, on sait très bien tous ici, qui a fait le coup... »

Un ouvrier du bâtiment explique alors le sentiment de tous : « On est tous prêts à lutter pour que cette plaque reste pour nos camarades, ils n'ont pas intérêt à y toucher... »

De nouveau la question de la somme versée aux familles est posée :

« Nous avons eu la catastrophe de Liévin, il y a eu des caisses de solidarité, mais quelles sommes ont été touchées. On n'a jamais rien su de ces choses là et cela ne date pas d'aujourd'hui... »

Ce que remettent en cause les mineurs et leurs familles c'est de ne jamais savoir où va l'argent pour tout ce qui concerne la question de solidarité. Pour sa part, l'Association de Défense des Familles des Victimes a plusieurs fois fait le point et publié les sommes exactes touchées par les familles.

Tout travail de soutien doit se faire sous le contrôle des mineurs et de leurs familles.

Concernant le logement un certain nombre de demandes avaient été transmises à la Commission Populaire, des membres de la Commission sont allés voir ces personnes et le point est fait sur ces visites. C'est ainsi qu'à Liévin un ex-ouvrier du bâtiment invalide, vit dans un baraquement où n'existe pas l'eau courante, ce sont les voisins qui lui apportent des seaux d'eau et pour faire sa soupe, il se sert d'eau d'Evian ou de Vittel... Une lettre adressée à la municipalité signée de la Commission Populaire et de l'intéressé est adoptée à l'unanimité...

Un ouvrier de Liévin signale aussitôt d'autres adresses, d'autres habitants de Liévin, telle cette femme de 75 ans qui vit seule dans un baraquement où la pluie pénètre...

Enfin la question de la lutte contre la silicose est abordée. Lors de sa dernière réunion la Commission Populaire avait décidé de

mettre en place un réseau de médecins progressistes pour pouvoir faire des contre-expertises. Une lettre de la Commission Santé du PCR (ml) est parvenue à la Commission Populaire : un certain nombre de médecins sont prêts à pratiquer des contre-expertises. Des mineurs silicosés présents à la réunion se sont aussitôt inscrits pour passer ces contre-expertises...

Mais les contre-expertises ne constituent pas le tout de la lutte contre la silicose car comme l'a souligné le Président de la Commission : « on donne un pourcentage en fonction de l'image radiologique, mais lorsque celle-ci apparaît, la maladie est déjà à un stade avancé... C'est la manière dont on évalue la silicose qu'il faut remettre en cause ».

Les Assises sur la Santé et les Maladies professionnelles permettent justement que de telles questions soient étudiées avec les mineurs... Ainsi près de 2 mois après le Tribunal Populaire, la Commission Populaire de Liévin continue de développer son activité, les attaques dont elle a fait l'objet n'ont fait que renforcer les liens et la confiance qu'elle a acquise avec les mineurs et leur famille.

Correspondant

LES OUVRIERS DE BESANÇON ENGAGENT FERMEMENT LA LUTTE CONTRE LA CRISE

La semaine dernière, 3 boîtes en grève ensemble à Besançon. Cela ne s'était pas vu depuis longtemps : à Unimel (Pain d'épice), chez Weil, usine de confection où depuis 68, il n'y avait eu que des débrayages d'atelier, chez Bourgeois, usine métallurgique qui était déjà entrée en lutte, il y a 1 an.

Des grèves pour les salaires

André, ouvrier chez Bourgeois « en décembre, je touchais 1.700 F., maintenant, avec la réduction d'horaire et les jours chômés j'en suis à 1.200 F. C'est pour ça qu'on demande 1.500 F. mini net et garanti contre le chômage et 1,50 F. de plus de l'heure ». 1.500 F. mini aussi chez Unimel, 500 F. de prime annuelle et la suppression des contrats de travail. « Dans mon atelier le patron a voulu chronométrer pour nous mettre aussi au rendement, explique Youssef qui travaille chez Weil. On a refusé, on a établi un cahier de revendications contre le salaire au rendement. Après, il y a eu des discussions dans les autres ateliers et tout le monde a été d'accord pour demander le 13ème mois (pas de « gratification » à la tête du client), 9,50 F. mini et 200 F. d'augmentation pour tous. »

« Dans les 3 usines, le patron a cogné, ce n'est pas un hasard »

« Ces grèves, c'était impensable, il y

a 6 mois. La crise, ça marche de moins en moins », c'est une idée que nous avons entendue plusieurs fois. « Regarde, chez Weil, les gars voyaient bien qu'on ne pouvait continuer les grèves par ateliers qu'il fallait intensifier, unifier le mouvement. C'est pour cela qu'on a décidé les piquets de grève mercredi », nous a dit Youssef. A l'organisation des ouvriers pour la lutte, le patron a répondu par le refus de négocier et par la violence pour briser net le mouvement ; n'hésitant pas dès le 1er jour, à frapper les grévistes à coups de poing, puis aux piquets suivants, à cisailer la chaîne cadenassant les grilles (installée par les grévistes), à braquer son chalumeau sur les grévistes massés derrière la grille, à armer de matraques la maîtrise. A cette violence fasciste, les ouvriers, réunis en Assemblée Générale, ont répondu par une organisation toujours plus précise de piquet de grève (chaînes et cadenas, voitures barrant l'entrée...), par son renforcement massif (vendredi, une centaine y participait) par la contre-offensive (jets de pierre).

« Loin de diminuer, la combativité s'est multipliée, explique Youssef. Au fur et à mesure, les gars voient bien qu'il n'y a pas d'autre solution que la violence maintenant, qu'il faut s'y

préparer. » Chez Bourgeois, la riposte de la bourgeoisie a été très vive aussi : alors qu'un petit groupe d'ouvriers séquestrait le patron qui refusait de négocier, la police municipale (les commissaires ceints d'une écharpe tricolore !) appuyée par un bataillon de policiers en civil, attaque les grévistes et libère Bourgeois, fait la chasse aux immigrés. Pourquoi cette violence ?

« Ils veulent la révolution » (le patron Bourgeois)

« A mon avis, il y a des choses qui ont changé chez Bourgeois depuis un an » dit André. D'abord les gens n'ont plus confiance dans les directions des syndicats ; la grève, elle n'est pas organisée, les gens sont partis par ras-le-bol mais il ne savent pas où ça va. Par exemple, à la mécanique, ils ont fait grève seulement vendredi... ce n'est pas parce qu'ils sont contre, c'est parce qu'ils n'ont pas de perspectives. Attente, mais attente qui se change en lutte, questions qui peu à peu trouvent une réponse. André : « les gars, avant la grève, disaient : « si on fait grève, on pourra pas tenir plus de 10 jours », mais aussitôt, ils ajoutaient : « donc, il faut gagner en 10 jours. Est-ce qu'on peut s'organiser pour gagner en 10 jours ? »

Encore une fois, les ouvriers ont lutté pour fixer eux-mêmes leurs revendications, leurs modes d'actions, se heurtant à chaque fois aux directions syndicales révisionnistes et réformistes. Chez Unimel, la direction CGT a accepté la vente de pain d'épice « pour éviter qu'il s'abîme... » chez Bourgeois, la direction CFDT passe d'une séquestration (celle de Troch, directeur financier) avec 15 personnes, complètement coupée de la masse des grévistes, à l'approbation d'une augmentation de 10% du salaire pendant un an ! Et c'est la police municipale du maire « socialiste » Minjot (déjà bien connu des ouvriers de Lip) qui a libéré M. Bourgeois !

La réflexion de ce patron, parlant de ses ouvriers à la négociation « leurs revendications, je les comprends, je suis d'accord, mais ils sont pour la révolution, alors je ne peux pas céder... » montre bien que l'enjeu de ces grèves est clair pour la bourgeoisie : c'est un enjeu politique, c'est la crédibilité (ou non) du modèle de crise, c'est la crédibilité (ou non) de la « gauche » qui est en cause. Et si la classe ouvrière ne croit plus à la crise, à la « solution de rechange » que veut être le Programme Commun, que res-



La séquestration de Bourgeois, le jeudi 15 mai

te-t-il à la bourgeoisie si non la violence organisée, contre-révolutionnaire ?

La réponse du Parti à la crise politique de la bourgeoisie

« Maintenant les gars se rappellent ce que le Parti a dit sur la gauche aux élections et beaucoup pensent que Mitterrand n'en ferait pas plus que Giscard » dit André. Aux aspirations des ouvriers d'Unimel, le Parti a répondu par l'organisation active de l'occupation, la participation d'ouvriers de l'usine au travail de la cellule, par l'organisation du soutien. Samedi, le Parti a appelé largement par voiture-sono et tracts, à une manifestation pour soutenir et unifier les travailleurs en lutte. Au lieu de rassemblement, un débat s'engage : beaucoup d'ouvriers prennent le micro, expliquent leur soutien aux luttes, puis la manifestation démarre. Peu nombreuse, mais militante, répondant directement à la volonté de poursuivre la lutte, cette manifestation a rencontré un large soutien. Maintenant le Parti prépare activement le rassemblement communiste de vendredi prochain. De plus en plus nettement à Besançon, le Parti apparaît comme la force qui répond aux questions que les ouvriers posent dans leur volonté de lutte décisive contre la bourgeoisie.

Le 19.5.75

UNIMEL : filiale de la Générale Alimentaire qui fabrique outre les « produits sucrés », (Franco-russe, Vandamme), les condiments Aurora-Dessaux et Ausage, des produits pharmaceutiques, diététiques et chimiques et des aliments pour animaux (Sanders). Ce n'est pas une boîte en crise : le chiffre d'affaires par employé a augmenté de 50% en 73 !

BOURGEOIS : important producteur français de moteur pour l'électro-ménager ; découpage de tôles pour l'automobile.

Touché par la restructuration de la branche « biens de consommation », il a licencié 100 personnes depuis 1 an sur 400 ouvriers de production.

WEIL : usine de confection, prêt à porter, employant 1.500 ouvriers (dont beaucoup de femmes et de jeunes) répartis en 3 usines. Des patrons de choc militants UDR (les frères Weil : « quand il y en a un devant, il y en a toujours un autre qui vient derrière toi » disent les ouvriers). Salaire au rendement, cadences... « c'est l'usine la plus dure de Besançon ».



Vente sauvage de pain d'épice dans la cour d'UNIMEL

la fête des mères masquer en un jour l'esclavage de la femme

« La fête des mères ce jour-là c'est un plaisir pour moi, même sans avoir de cadeau. Mais je l'attends parce que je vois que les enfants sont heureux de préparer un petit dessin, un simple

petit dessin ; ce jour-là, ils font un peu plus, ils font le ménage, ou me disent « ne te lève pas de table, je vais servir ». C'est Christiane qui parle, mère de 4 enfants, locataire d'un HLM de la banlieue parisienne. Les enfants, que j'ai interrogés, assis sur les marches d'escalier de la cité Balzac, me disent que « la fête des mères, c'est bien, parce que ça fait plaisir aux mères. C'est leur seule fête ; c'est un moyen de les remercier, car c'est elles qui nous mettent au monde et qui nous élèvent. Mais on devrait faire encore plus, leur acheter de temps en temps quelque chose, ou même les aider plus souvent. »

Ces déclarations sont révélatrices. Le jour de la fête des mères apparaît dans beaucoup de familles du peuple l'aspiration à une famille différente, sans oppositions graves, sans tensions, sans colère où les enfants sont heureux ; ce jour-là, ces derniers remercient leur mère de ce que, disponible jour et nuit, elle passe souvent sa vie à se dévouer entièrement à eux ; ce jour-là, c'est avec leur argent et leur talent, signe de leur indépendance, et de leur personnalité, qu'ils font un cadeau à leur mère.

Mais la fête des mères ce n'est pas seulement cela : c'est aussi une gigantesque entreprise idéologique doublée d'une entreprise commerciale de la classe capitaliste. Si elle a été instauré (par Pétain le premier) c'est pour essayer de redonner un peu de vigueur à la conception bourgeoise de la famille. C'est pour tenter de masquer en un jour de fête l'esclavage de la femme de toute une année.

Si c'est reconnaître d'une certaine façon le double jour de travail de la femme, recon-

naître que sa vie à la maison est morne et épuisante, enfermée entre 4 murs, c'est aussi l'enfermer dans ce rôle et lui dire : c'est ainsi que l'on vous aime, restez-y.

C'est aussi perpétuer l'idée qu'avec seulement un peu de bonne volonté, la famille pourrait devenir un havre de paix. Mais si dans les familles du peuple on en vient par exemple à se disputer, n'est-ce pas parce que la vie est intenable, justement à cause du capitalisme qui nous fait croire que la vraie vie, c'est en dehors du travail, et qui en même temps rend cette vie impossible parce que la fatigue est trop grande. L'ouvrier et l'ouvrière qui font les 3/8, quand peuvent-ils voir leurs enfants ? Les éduquer ? Comment peuvent-ils se reposer ? Comment peuvent-ils ne pas s'inquiéter pour leurs enfants avec la crise, avec le chômage, avec la crise morale et idéologique de notre société ?

Bien loin de vouloir s'enfermer dans le rôle de mère de famille, toutes les femmes au foyer que j'ai interrogées m'ont parlé de leur désir de travailler à l'extérieur, malgré l'exploitation, pour avoir une vie qui leur soit propre. « J'ai 5 enfants, mais je ne suis pas au foyer, je ne vais pas passer toute ma vie dans la maison. J'en ai assez ; j'étais malade, j'étais bien, je vivais, j'avais des copines, on avait une vie moins sauvage. »

Mais aujourd'hui le chômage augmente et bien évidemment le chômage des femmes (plus de la moitié des chômeurs recensés sont des femmes). C'est pour les faire rentrer en douceur dans leurs foyers que la bourgeoisie recommence à faire grand tapage sur la nécessité de la femme au foyer. Et Lecanuyer lance l'idée d'un salaire pour la mère de famille. C'est seulement dans une France socialiste que la

mère, participant pleinement à la construction du pays, libérée progressivement des tâches ménagères et du souci matériel des enfants, pourra commencer à jouer, avec le père, son véritable rôle d'éducatrice de la jeune génération.

Rappelons nous par exemple ce que disait VITO KAPO une responsable de l'Union des femmes d'Albanie au 7ème Congrès de cette organisation. « La famille exerce une fonction éducative distincte de l'éducation qui est reçue en dehors d'elle. En tant que collectivité mineure de la société socialiste, la famille s'est transformée, en un foyer qui prépare des citoyens égaux et jouissant de leur pleine personnalité, de véritables combattants du socialisme et du communisme. Ainsi le rôle de la femme en tant que mère de famille est considérable et déterminant pour l'éducation de la jeune génération. Il est indispensable de bien faire comprendre à tous et aux femmes en particulier que l'émancipation de la femme est un des facteurs primordiaux pour que la famille puisse s'acquitter au mieux de cette importante fonction éducative. C'est seulement dans les familles où le niveau d'émancipation de la femme est élevé, où existent l'égalité, le respect mutuel, la culture et l'harmonie que les parents peuvent accomplir leurs devoirs envers leurs enfants tant sous l'aspect idéologique, politique et social que sous l'aspect pédagogique et psychologique ».

Combattre l'exploitation éhontée que la bourgeoisie fait de la fête des mères, préparer la fin de l'oppression des femmes du peuple par le capitalisme, c'est se joindre dès aujourd'hui aux combats de la classe ouvrière, à la lutte pour l'instauration du pouvoir des ouvriers et des paysans.

La fête des mères :

une fête commerciale

Les capitalistes tentent avec impudence de faire de la fête des mères, une fête du profit. La publicité s'étale sur tous les murs, à longueur d'antenne à la radio. Tout est bon pour pousser les enfants à investir leurs économies ce jour-là, à pousser leurs parents à leur fournir les dépenses nécessaires pour « fêter » cette fête des mères. Même les écoles participent activement à cette fête du profit, encourageant les enfants à ces dépenses, allant même jusqu'à les organiser collectivement comme témoigne cette mère de famille, qui nous disait : « Les enfants vont me faire un cadeau à l'école... mais il faut verser l'argent ! Ce qu'ils vont m'offrir m'est revenu à 3.000 francs, rien que pour la fourniture des matériaux. Cela je ne l'admets pas ! »

PREPARONS LES ASSISES SUR LES ACCIDENTS

CARREFOUR N°1

Les dossiers noirs des ACCIDENTS DU TRAVAIL, des MALADIES PROFESSIONNELLES, de la FATIGUE INDUSTRIELLE dans la France capitaliste d'aujourd'hui.

— contributions : sur le travail posté, les cadences, les maladies professionnelles ; au polychlorure de vinyle, saturnisme, silicose, fatigue industrielle ; sur les handicaps produits par l'organisation capitaliste du travail.

CARREFOUR N°2

LE CHOMAGE DETERIORE LA SANTE DES TRAVAILLEURS :

- développement des maladies nerveuses, de l'alcoolisme, etc...
- restrictions sur les dépenses de santé.
- avec des contributions des comités de lutte contre le chômage.

CARREFOUR N°3

EFFETS SPECIFIQUES DES CONDITIONS DE TRAVAIL SUR LA SANTE DES FEMMES.

- maladies spécifiques (électronique, hôpitaux, postes)
- augmentation du taux de prématurés chez les ouvrières.

CARREFOUR N°4

La bourgeoisie tente-t-elle de prévenir les accidents du travail et les maladies professionnelles ?

- une législation démagogique et inappliquée.
- un système de réglementation et un appareil patronal de sécurité au service du profit ; l'hypocrisie des campagnes pour la sécurité dans les entreprises ou à l'échelon national.
- le but des instituts de recherches sur la sécurité (INRS : Institut National de Recherche et de Sécurité).
- la médecine du travail et l'inspection du travail.
- les projets patronaux et gouvernementaux en matière de sécurité du travail.
- les commissions conditions de travail.
- la loi sociale « pour » les handicapés.
- les maquis administratifs pour la reconnaissance des pensions.

CARREFOUR N°5

L'APPAREIL MEDICAL, HOSPITALIER et la SECURITE SOCIALE face aux accidents du travail et maladies professionnelles.

- le rôle actif de la médecine du travail officielle.
- l'appareil médical et les manœuvres patronales : SECUREX.
- la formation médicale au service de qui.
- l'appareil hospitalier et la loi Boulin de réforme hospitalière.
- le véritable rôle de la sécurité sociale ; au niveau de la prévention, du soin ; les nouveaux projets et leur réalité.

CARREFOUR N°6

LUTTES, REVENDICATIONS ET ECHANGES D'EXPERIENCES

- contre les accidents : Usinor Dunkerque
- contre les maladies professionnelles : Penarroya 3 ans après ; autres expériences.
- contre la fatigue industrielle : luttés contre le travail posté...
- rôle et utilisation des C.H.S. : la sécurité affaire de spécialistes ou affaire des masses.

CARREFOUR N°7

DE QUELLE SOCIETE, DE QUELLE MEDECINE AVONS-NOUS BESOIN ?

- une société luttant effectivement contre les accidents et les maladies professionnelles est-elle possible ?
- les solutions de « l'Union de la Gauche »
- les systèmes médicaux européens vantés par la bourgeoisie.
- organisation de la production et de la santé en Chine et en Albanie ;
- les ouvriers et la production
- le rôle des travailleurs de la santé.

FIN DU PROGRAMME

Voici l'ensemble des questions que se proposent d'aborder les Assises sur les Accidents du travail et les Maladies professionnelles. Toute personne désirant apporter une contribution doit le signaler au Comité de Préparation des Assises et sera mise en contact avec son comité local de préparation. Nous publierons dans le prochain numéro la liste des dossiers d'enquête, d'études et témoignages qui nous sont parvenus à ce jour et nous invitons les camarades qui nous annoncent les études à nous les confirmer le plus vite possible.

Nous invitons les Comités de préparation sur la base du programme des Assises, à rassembler leurs documents, expériences et enquêtes directes pour confectionner leurs dossiers noirs ; à faire signer l'appel (disponible à la Commission de Préparation) et à engager d'ores et déjà le travail de mobilisation pour les Assises.

EN AVANT POUR LES ASSISES SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES !

Le comité de lutte pour la santé du XIVème prépare les Assises

Depuis un mois, s'est constitué un Comité de lutte pour la Santé dans le quartier. Notre Comité regroupe une vingtaine de personnes, travailleurs hospitaliers, étudiants en médecine, employés, femmes du quartier ayant lutté depuis 2 ans sur la question de l'avortement, contactés en partie lors de la mobilisation pour Liévin, en partie par le travail sur l'hôpital.

« Nous nous sommes donnés pour but de dénoncer publiquement la façon dont la société capitaliste use les travailleurs, multiplie accidents du travail et maladies professionnelles et la manière dont elle rafistole leur santé pour les remettre au plus tôt et dans n'importe quelle condition à la production ».

Une plate-forme a été rédigée qui propose de lutter pour l'organisation collective des malades avec les hospitaliers, pour imposer l'avortement libre et gratuit à l'hôpital par la méthode Karmann, pour obtenir de bonnes conditions de travail dans les entreprises et lutter contre les mauvaises conditions de vie dans le quartier.

D'ores et déjà un certain nombre de formes d'action ont été retenues : sketches où l'on montrera comment de l'usine à l'hôpital le capitalisme méprise la santé des masses, réunions publiques, actions d'enquête auprès des éboueurs, dans l'hôpital auprès des malades, auprès des généralistes du quartier, pour obtenir les visites gratuites pour les chômeurs etc...

Dans la perspective des Assises sur les accidents du travail, à la dernière réunion, nous nous sommes divisés en 2 groupes, un qui travaillera en direction des entreprises, l'autre vers l'hôpital et sur la question de l'avortement. C'est avec enthousiasme que ce nouveau type d'organisation de masse alliant ouvriers, travailleurs hospitaliers et habitants du quartier a été accueilli. La perspective des Assises nous offre une première cible concrète et intéressante pour synthétiser et développer nos expériences de lutte sur la santé et les échanger le 14 et le 15 juin. C'est pourquoi nous ferons tout pour contribuer à leur succès.

Correspondant COCHIN.

DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES

PENARROYA : Lutter et gagner contre les maladies professionnelles, c'est possible

Un dossier est en préparation sur le bilan de la lutte des ouvriers de Penarroya (1972-1974) pour défendre leurs conditions de travail. Nous rappelons ici les grandes lignes de cette lutte victorieuse.

Un camarade immigré raconte : « Depuis 4 ou 5 ans la direction de notre vieille usine de Lyon appartenant au trust Penarroya (groupe Rotschild) affirmait que l'usine devait bientôt être transférée à Villefranche à 30 km de Lyon, et refusait toute amélioration des conditions de travail. Nous étions en 1972 une centaine d'immigrés à travailler dans cette usine vieille, dangereuse, à la récupération des vieilles matières de plomb, d'aluminium et de cuivre ». Des conditions de travail très dures, en équipes, des maladies fréquentes, principalement le saturnisme, intoxication par le plomb qui est un poison détruisant les globules rouges du sang.

« Nous étions logés dans des baraques dans l'enceinte même de l'usine, ce qui permettait à la direction de venir nous chercher facilement pour faire des heures supplémentaires et nous exposait constamment à respirer des vapeurs de plomb ! ».

Les ouvriers s'organisent avec ceux d'une autre usine du trust qui se trouve à Saint-Denis, et obtiennent après une grève de plus d'un mois en février-mars 72, une augmentation importante de salaire, une amélioration sensible des conditions de travail, des moyens élémentaires de protection (gants, lunettes, douches...), un logement collectif décent, un début de protection médicale.

Après la grève, la direction a essayé de rattraper les avantages concédés en augmentant la production dans ses usines, donc en augmentant la fatigue et les dangers pour les ouvriers ; en ne remplaçant pas les ouvriers qui partaient (une vingtaine chaque année), et en proposant des primes à ceux que les brimades répétées et les changements de postes (du cuivre au plomb plus dangereux) ne suffisaient pas à faire partir.

Ces mesures n'ont pas entravé la détermination des 50 ouvriers immigrés qui restaient à Lyon, décidés à lutter contre l'exploitation capitaliste, contre les licenciements, pour obtenir une réelle prévention de la maladie du plomb, des accidents dus aux cadences, au travail insalubre et dangereux, et une paie plus décente.

La lutte a duré 2 ans de 72 à 74 avec les ouvriers des autres usines du trust qui les ont soutenus (cela malgré les obstacles : éloignement, tentatives de division du P.C.F., brimades répétées et licenciements du patron...) avec des



Février 72 : Les travailleurs en lutte contre les conditions de logement et les maladies professionnelles (saturnisme)

médecins et des travailleurs de la santé de Lyon et du Groupe Information Santé de Paris qui ont apporté les connaissances sur le saturnisme et les moyens les plus rapides de le détecter (non reconnus par la loi évidemment).

Ces soutiens ont permis aux ouvriers de Penarroya d'être armés pour discuter de leurs dossiers médicaux, pour élaborer des plate-formes revendicatives correctes et pratiquer les examens permettant de détecter la maladie à son départ.

« Ces examens que nous pouvons discuter, nous raconte un ouvrier de Lyon, ont apporté une preuve supplémentaire à ce que nous savions déjà. Dans notre usine, il n'est pas question de parler de prévention ou d'évaluation du risque d'être malade. Les conditions de travail sont telles que nous avons tous un risque, celui de voir un jour notre santé abîmée, notre vie abrégée. Pour nous la question essentielle était d'obtenir une amélioration décisive des conditions de travail qui passe par l'élimination des fumées et poussières de plomb, l'amélioration de l'hygiène collective, la réduction du temps de travail ».

Début 1974, les ouvriers pouvaient faire le bilan de deux ans de lutte et dire : « Nous avons remporté une victoire réelle sur l'exploitation capitaliste », puisque ils obtiennent la communication des résultats des examens de santé ; la prise en charge par le patron des examens très chers (faits avec l'aide des spécialistes de Paris pendant la grève) qui permettent de détecter les premiers signes d'intoxication au plomb, et de soigner efficacement le travailleur en supprimant l'exposition au risque ; ils obtiennent de plus le licenciement du médecin du travail de l'usine, incapable et raciste qui ignorait tout du saturnisme et traitait systématiquement les camara-

A l'issue du Tribunal Populaire de Liévin et à la demande de nombreux travailleurs, syndicalistes, hospitaliers mobilisés à cette occasion la Commission Populaire de Liévin a décidé d'appeler à la tenue d'Assises sur les Accidents du Travail et les maladies professionnelles les 14 et 15 juin à Paris pour élargir le procès à l'ensemble de l'organisation capitaliste du travail. Non les accidents du travail et les maladies professionnelles ne sont pas une FATALITE ! Oui la lutte est POSSIBLE ! Pour tout contact avec la Commission de Préparation des Assises, envoi de signatures, de dossiers noirs ou le soutien financier, écrire :

Dr Mireille BECCHIO
56 rue des Guilpous
94800 VILLEJUIF

des immigrés de tire-au-flanc. Enfin, en avril 74, les ouvriers exigent et obtiennent de la direction que leurs dossiers médicaux soient examinés collectivement en présence de médecins choisis par eux.

Cette lutte victorieuse est la première bataille pour exiger un contrôle collectif d'ouvriers sur leurs conditions d'hygiène et de santé.

Gagner la bataille sur une maladie professionnelle c'est possible, comme l'ont prouvé les ouvriers de Penarroya.

Dans la plupart des usines, les ouvriers sont intoxiqués par les vapeurs de plomb, de chlore, de benzène, par des poussières toxiques d'or, de charbon, de fer... par des liquides dangereux dont ils ne connaissent pas la composition, ni les dangers sous couvert du secret industriel ; ils sont aussi assourdis par le bruit... fatigués ou malades, ils vont trouver le médecin du patron qui les traite de tire-au-flan et les laisse dans l'ignorance la plus complète d'une relation possible entre le produit dangereux manipulé et la maladie. La formation médicale en faculté n'apprenant rien des conditions de travail ou de vie de la classe ouvrière, on distribue des « remontrants », on ne déclare pas la maladie, et on ne prévient pas l'ouvrier qu'il doit changer de poste.

Cela suffit ! Nous devons exiger une réelle information sur les produits que nous utilisons dans notre travail et les conséquences éventuelles sur notre santé. Mettons à notre service travailleurs hospitaliers et médecins progressistes, pour être mieux armés contre les patrons et leurs médecins.

Nous ne voulons plus être assassinés par le capital !

Toute contribution au sujet de ce dossier Penarroya ou contacts divers doivent être envoyés rapidement à la commission de préparation des assises.

2è liste des signataires soutenant l'initiative des Assises sur la santé.

DETCEUF M., médecin GIS, Paris - Association de Défense des Silosés - ROBAIN O., médecin GIS, Paris - MONCHICOURT D., médecin GIS, Paris - BEAUD C., attaché de presse, Paris - ETIENNE, professeur, Toulouse - LEJEUNE, enseignant, Rouen - BLONDEL, retraité, Nanterre - GUILLOU, infirmier psychiatrique, 95 Beaumont - DEZILEAU, agent EDF, Bagneux - LE BAIL, mère de famille, Evreux - GIRARD P., étudiant en médecine, Cochin - SUREAU, employée, CFDT, Toulouse - SALODA, technicien, Paris - GUINCHARD, ouvrier, Peugeot - CHAPOUILLE G., enseignant, Paris VIII - BRICARD, D., assistante sociale, Nogent s/Marne - FARCACHE Ch., chômeuse, Paris XIVè - CANIQU J., CNRS, Paris - GUIPONY M., technicien, Montreuil - LACHAUD Y., technicien, Paris.

LEMOIGNE J., étudiante, Montreuil - STANDAERT E., hospitalier CGT, St. Antoine - AUGERAL J., Sec. syndicat CFDT Assistance Publique - POUQUET S., hospitalier délégué CFDT, St. Antoine - EGIDIUS P., hospitalier délégué CFDT, St. Antoine - SCHMOLL T., élève infirmière déléguée CFDT, St. Antoine - NEMOUS S., élève sage-femme CFDT, St. Antoine - REMINIERAS, infirmière, Paris - REBIBO L., comptable, Paris - KOMPALITCH M., médecin GIS, St. Antoine - FREY C., infirmière CFDT déléguée CHS, hôpital Louis Mourier Colombes 92 - BEHAR A., médecin, Paris - MODIESNE, instituteur, Canteleu - ABOUT M., médecin GIS, Vincennes - BUHLER M., étudiant médecine GIS, CHU Necker - SPIRGLAS R., chirurgien dentiste GIS, Paris-Section Syndicale CFDT, CPCAMRP du Val de Marne (Sécurité Sociale) - CASSOU B., médecin GIS, Paris - ZITTON R., médecin GIS, Paris.

PETIT J.Y., chirurgien GIS, Villejuif IGR - LAGADEC, vendeur, Dijon - ROBERT, dessinateur, délégué CGT Pétroles, Stains - BOUSSARDON, mécanicien, Eragny - RIVAL M., surveillant, hôpital H. Mondor, Créteil - ROBERT P., employé banque, Levallois - PERRODINO, Lyon - AUGUIERE, infirmière psychiatrique, hôpital Villejuif - MADELAINE, stéro-dactylo, hôpital psychia., Villejuif - HERVE C., infirmier, hôpital psychia., Villejuif - PETRUCCI M., infirmière hôpital psychia., Villejuif - AUGER, employé, Pavillon s/Bois - LOMBARD, employé, Paris - JOALLAND, étudiant - PASCALIS, professeur, Marosque - HAMON, tourneur, Paris - LE STAURA, mécanicien, Cligny - SAINTOLUT, agent technique, Paris - AUDIF, professeur, Paris.

FAVRIS, technicien, St. Gratien - MARIE R., éducatrice, Belfort - LEFEBURE, dactylo, Paris - TROUBE, ingénieur, Paris - LE GONIDEK H., professeur, Paris - VIAL, tourneur, Paris - HALPEN, maçon, Reuil - GUIDEE, médecin, Orléans - RENUCCI O.S., Paris - PICART, ingénieur, St. Denis - RABATE, enseignant, Vitry - MARTEL, enseignant, Oudeuil - MAJMOUN, dessinateur, Paris - MILLET, mère de famille, Thiais - KOUDER, peintre, Paris - KEIMEUL, animateur, Belgique - PARTRONDRY, animateur, Belgique - FAURE, assistant, Paris - BERNY C., employée, Villebon s/Yvette - CONAN, chômeur.

DEVION, délégué CFDT sécurité sociale, Hts de Seine 92 - POUAPONNEAU, délégué, CFDT sécurité sociale Hts de Seine - VAGNER, délégué CFDT sécurité sociale, Hts de Seine - MARTY, délégué CFDT, sécurité sociale, Hts de Seine - CARON, délégué CFDT sécurité sociale Val d'Oise - SERRES, délégué CGT sécurité sociale, Hts de Seine - BONHUMET, élue C.E. CFDT (sécurité sociale) - SOULAT, délégué CFDT, S.I. (services intérieurs) - SITBON S. délégué CFDT, CPC (caisse primaire centrale) - DERISMES E., délégué CFDT, S.I. (services intérieurs) - KOVALEVITCH, employé S.S., syndicat CFDT - TOMBETTE, employé S.S., CGT - BAJU, délégué CFDT - BOTINIC (délégué CFDT - AUVRAY, syndiqué CFDT - BLAISE, syndiqué CFDT - DENIS J.P., élu CGT au CHS (PCUK Levallois) Pechiney Uoigne Kullmann - NAYL J.P., élu CFDT au CHS (PCUK Levallois) - CAILLE J.P., délégué CFDT - LANCINI P., délégué (Calberson) - DUVIGOUX G., délégué CGT (Calberson).

SEICAO, PTT, Toulouse - CARCEBACH, lycéen, Boulogne Billancourt - NAULET, employé de bureau, Noisy-le-Sec - NAULET, Noisy-le-Sec - MONIER B., éducateur, Sarcelles - BONDOIS J., élève professeur, 62 Harne - BLANCHARD, O.S., Montauban - FELHENDLER, O.P., Boulogne - BURDET, travailleur social, 38 Port de Claix - BECTA, ouvrier, Mazamet - THEULET, lycéenne, Versailles - HO THI NHU MAL, lycéenne, Paris - MARZOT, PT (CFDT), Paris - AHMED, O.S. (délégué CFDT), Paris - BECKOUCHE C. lycéenne, Montreuil - BREUSSIER, ouvrier, Paris - LEWIS, ouvrier Toulouse.

VIVE LE CONGRES CONSTITUTIF DE LA JEUNESSE

Venus d'une cinquantaine de villes et de régions différentes, des 4 coins de la France, plusieurs centaines de jeunes garçons et filles viennent de tenir le congrès de création de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire. La présence à la tribune du Congrès, pendant toute la durée des travaux, d'André Roustan, président du Parti Communiste Révolutionnaire montrait l'importance que notre Parti accorde à la naissance aujourd'hui d'une telle organisation. En guidant la création et le développement des nombreux cercles jeunesse qui étaient représentés à ce Congrès, le PCR a tenu les engagements qu'il avait pris un an plus tôt, au moment de sa création : ouvrir pour qu'à nouveau la jeunesse communiste s'exprime, pour qu'elle retrouve l'organisation que la politique de scission et de trahison du parti révisionniste a depuis longtemps détruite.

« Que l'on songe, camarades, qu'il y a six mois il aurait été impossible de réunir ne serait-ce que le thème des forces représen-

tées ici, que celles-ci, largement éparpillées ne pouvaient prétendre affirmer la voie marxiste-léniniste que dans quelques villes... » notait le rapport politique présenté à l'ouverture du Congrès.

Elèves de CET, apprentis, ouvriers, lycéens, les participants au Congrès étaient représentatifs des diverses catégories de la jeunesse qui aujourd'hui, dans sa grande majorité ne veut plus de la société actuelle et désire lutter aux côtés des masses populaires pour mettre fin au règne du capitalisme. La plupart des jeunes qui durant 2 jours ont discuté et mis au point avec beaucoup de soin le programme et les statuts de la nouvelle organisation, sont âgés de 17 ou 18 ans ; certains ont à peine 16 ans, comme ce jeune apprenti dans un centre de formation de Caen, qui gagne 275 F. par mois pour 50 heures de travail par semaine, et qui a rejoint le cercle local à l'occasion du 1er mai.

Pour venir, certains avaient rencontré l'opposition de leur famille, ils n'avaient

pas toujours réussi à les convaincre de leur rôle, en tant que jeunes, pour la Révolution. Pourtant la plupart des parents des jeunes qui militent dans les cercles jeunesse appartiennent à la classe ouvrière, aux masses populaires. Mais, comme il sera dit au cours du Congrès, la jeunesse révolutionnaire a encore à faire ses preuves pour convaincre la classe ouvrière de ses capacités, de sa maturité et la création de l'UCJR doit justement l'y aider, aider à unir la jeunesse aux masses travailleuses dans la lutte anti-capitaliste.

Du début à la fin, le Congrès de la jeunesse communiste a été marqué par un grand enthousiasme, un enthousiasme fondé sur le contact de la réalité : le vieux monde pourri de l'impérialisme craque de toutes parts, les peuples n'en veulent plus. En témoignait l'accueil très chaleureux, une véritable haie de congressistes, debouts, applaudissant longuement à l'entrée dans la salle des représentants de la Résistance Palestinienne, de l'Union des

De très nombreuses interventions des cercles tout au long du Congrès.



après la cloture du congrès premières remarques des membres du cercle de Chalon-sur-Marne

Les 3/4 ne sont pas au PCR, la moyenne d'âge est de 17 ans. Ils sont lycéens, élèves de CET, ouvriers.

« — Les contacts avec les autres cercles, c'est très enrichissant, ça permet de parfaire la ligne politique. On n'a plus l'impression d'être seul. Après le Congrès on a beaucoup plus de détermination révolutionnaire. »

« — Ce qui m'a frappé, c'est l'internationalisme et l'enthousiasme : nous avons monté le cercle de Chalon voici quelques mois. Maintenant, on arrive au Congrès, c'est la constitution d'une organisation qui va devenir une véritable armée. C'est là que l'enthousiasme trouve son sens, il va y avoir une coordination, une force. »

« — Ce qui m'a frappé avec l'intervention d'André Roustan, c'est de voir la même volonté de combat, de la jeunesse il y a 30 ans et maintenant. C'est important de voir que c'est le même combat. »

« Comment êtes-vous venus au cercle ? » La lutte contre la réforme Haby avec ses conséquences sur le chômage a été un point de départ pour beaucoup. A la Cité Technique, ça a été un point de départ pour moi. »

« — Ce qui m'a amené au cercle, c'est quand j'ai vu le côté vain de la révolte personnelle, du ras-le-bol de tous les jeunes. J'ai pensé qu'il fallait concrétiser cette révolte. »

« — Il y a un refus de l'avenir égoïste et individualiste avancé par l'école. »

« — Le problème de la sécurité dans les ateliers, ça révolte pas mal de gars dans l'établissement. Dans le boulot, il y a des tas de choses qui ne vont pas. »

« — Il y a des mouvements, Fontanet, Debré, ça n'a mené à rien, c'est resté comme ça. Il y a eu des manifestations puis ça c'est arrêté. Ça n'a pas continué. L'UCJR ça permet de continuer un travail, de préparer la révolution et pas simplement de faire un mouvement comme ça chaque année. »

« — L'UCJR c'est la réponse qu'attendait la jeunesse révolutionnaire face aux mensonges des révisionnistes. C'est la meilleure réponse qu'on pouvait faire. »

« Qu'est-ce qui éloigne les jeunes des révisionnistes ? »

« — Pour mon cas, par exemple, s'il il n'y avait pas eu l'UCJR, je serais allé à : la JC ou à l'UNCAL. Mais à la JC ou à l'UNCAL, je n'aurais rien fait du tout. Il y aurait eu leurs petites boums, sans plus, c'est tout. La jeunesse ne prend pas de décisions dans leur organisation de jeunes. »

« — Si on rentre dans une organisation c'est aussi pour s'exprimer. »

« — Et puis on n'est pas du tout d'accord avec le pacifisme. »

« — On les rencontre souvent sur le marché. Par leur manque de discussions, par leur mépris des jeunes ouvriers, ils se démasquent clairement. »

« — On est dégoûté par leur technique de racolage. Aucune discussion politique. Il ne s'agit pas de « théoriser » à mort, mais l'éducation à l'intérieur d'une jeunesse communiste authentique, c'est absolument nécessaire. »

« — J'ai appartenu à l'UNCAL. J'ai été vidé au bout de 6 mois parce que je ne correspondais pas à leurs normes de « travail » : activité de temps en temps et aucunes perspectives. »

« Que pensent vos parents de votre participation à l'UCJR ? »

« — Ils ne sont pas toujours d'accord. Il faut discuter avec eux, mettre en pratique l'idéologie de « servir le peuple », parce qu'ils font partie de la classe ouvrière. »

« — C'est tout à fait possible de lutter à l'intérieur de sa famille. Il ne faut pas prendre des attitudes gauchistes, il faut absolument discuter. C'est ce qu'on a dit dans la commission famille et dans l'amendement apporté au chapitre sur ce point dans le programme. Il faut avoir une attitude communiste dans la famille. »

Etudiants Iraniens en France, de l'Union des Etudiants de la côte Afars-Somalie, des ligues communistes de la jeunesse de Belgique, d'Italie. Lors des interruptions de séances des discussions s'engageaient avec des camarades étrangers pour s'informer directement sur la lutte des peuples et le rôle qu'y joue la jeunesse. La proposition d'un lycée de Voltaire (Paris) qui a séjourné plusieurs années en Indochine, d'établir des liens étroits entre l'UCJR et les organisations de jeunesse des peuples du Tiers-Monde, fut chaleureusement applaudie. La présence et les interventions des camarades étrangers illustraient concrètement cette affirmation du rapport politique : « les luttes des peuples et leurs victoires portent des coups à nos ennemis, elles facilitent en fin de compte nos propres efforts pour la Révolution... ». Le rapport ajoutait que pour faire face au danger de guerre que fait courir au monde la rivalité des deux super-puissances, dans le cadre d'un système impérialiste en crise, pour faire face à leurs menaces d'agression éventuelle contre notre peuple, la lutte pour la révolution en France est bien le meilleur moyen pour préserver l'indépendance nationale. Et la jeunesse a un rôle très important dans le développement de cette lutte. Aujourd'hui la jeunesse doit lutter contre l'armée bourgeoise française, armée de préparation à la guerre civile contre notre classe ouvrière et à de nouvelles agressions contre les peuples du Tiers Monde, comme le rappelait un appelé en uniforme, à la tribune, et qui expliquait l'action que menaient aujourd'hui les marxistes-léninistes dans les casernes. Mais, la jeunesse ne peut jouer un rôle important dans la lutte révolutionnaire en France que si elle s'unit avec la classe ouvrière, en mettant en pratique l'idéologie de « Servir le peuple », sous la direction du Parti du prolétariat.

Ceci était au centre des préoccupations des congressistes :

• de nombreuses interventions pour souligner la nécessité d'ouvrir les cercles de lycéens sur l'extérieur, de briser le ghetto dans lequel la bourgeoisie enferme les lycéens, et associer la classe ouvrière à la lutte contre l'école capitaliste, contre les révisionnistes et les trotskystes qui s'opposent à la jonction du mouvement révolutionnaire de la jeunesse avec celui de la classe ouvrière. Un camarade de Béthune relate ainsi le début de luttes communes des lycéens en grève contre la réforme Haby, contre la sélection et le chômage, avec les ouvrières grévistes de CIP-Bailleul.

• la discussion sur le programme de la jeunesse communiste accorda une large place au travail et à la vie des jeunes ouvriers. « J'ai beaucoup appris » nous disait un lycéen qui avait participé à la commission du Congrès sur le travail des jeunes, avec des ouvriers de diverses entreprises dont Unimel Besançon actuellement en lutte, des postiers de centres de tri...

Une jeune fille d'Alençon préparant un CAP de couture apporta un amendement dénonçant : « dans les CET les jeunes filles sont le plus souvent préparées à un CAP bidon qui n'a qu'un but : développer leur rapidité et la précision... à l'usine, elles se retrouvent aux postes qui demandent précision, rapidité et une très grande résistance nerveuse. »

Les problèmes particuliers notamment ceux des jeunes travailleuses, ont été évoqués par le camarade du Comité Central qui devait expliquer : « Le but du travail du Parti en direction des femmes, c'est bien sûr d'en organiser le maximum dans le Parti ; c'est aussi de créer une large union révolutionnaire des femmes pour pouvoir comme vous les jeunes, organiser des milliers et des milliers de femmes qui aspirent à la révolution. »

• la forte proportion, plus de la moitié

DE L'UNION COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE !

d'ouvriers, d'apprentis, de jeunes chômeurs, d'élèves de CET, dans le comité national élu par le Congrès pour diriger l'Union de la Jeunesse, témoignait aussi de cette préoccupation.

Pour les participants au Congrès, créer une organisation nationale pour rassembler la jeunesse dans la perspective de la Révolution Socialiste, représentait un atout

puis ça s'est arrêté. Ça n'a pas continué. L'UCJR doit permettre de prolonger le travail, de préparer la Révolution, et pas simplement de faire un mouvement comme ça chaque année » nous disait un jeune de Chalon-sur-Marne. La création de l'Union communiste correspond aux besoins de la jeunesse, c'est pour cela que les congressistes ont passé de longues heures, avec énormément de sérieux et d'attention, à

En favorisant la participation active des délégués aux débats, en tenant de nombreuses commissions, le Congrès donnait l'image de ce que veut être l'UCJR : une organisation prise en charge par l'ensemble de ses membres, une organisation radicalement différente des organisations révisionnistes de la JC, dénoncée par les jeunes de l'UCJR et dont les méthodes de racolage correspondent aux buts que lui fixe le parti

Brigades Internationales, fut écoutée avec beaucoup d'attention par les jeunes congressistes qui saluèrent aussi la mémoire de Guy Mocquet, Gilles Tautin, Pierre Overmay, morts pour la cause de la Révolution, et que la bourgeoisie veut faire oublier pour mettre en valeur ses héros décadents.

Le Congrès, constitutif de l'UCJR est une étape, dans l'organisation révolutionnaire de la Jeunesse de notre pays, mais il faut



Jeunes travailleurs, lycéens, français et immigrés : un congrès enthousiaste et uni.

important. Beaucoup ont insisté sur les limites de l'organisation locale, les cercles non encore réunis en une organisation de jeunesse unique, centralisée, ne pouvant être qu'une période transitoire.

Créer l'organisation nationale, dont la jeunesse a besoin pour lutter contre le capitalisme, c'était aussi, beaucoup l'on dit, dépasser une agitation trop souvent sans lendemain dans les établissements scolaires. « Il y a eu des mouvements : Fontanet, Debré, etc... il y a eu des manifestations

discuter du programme et des statuts de la nouvelle organisation. La révolution dans le monde, les conditions de vie de la jeunesse qui se dégradent, la lutte contre l'école capitaliste, les aspirations révolutionnaires de la jeunesse, la bourgeoisie française qui ne peut plus gouverner comme avant, l'armée impérialiste française et les luttes contre elle, la place de la jeunesse dans la société capitaliste, la crise de la conception bourgeoise de la famille, le socialisme que nous voulons, les loisirs, l'organisation que nous voulons, furent autant de sujets discutés et amendés par les jeunes travailleurs et lycéens dans les nombreuses commissions qui se sont réunies. Des amendements avaient déjà été préparés dans des réunions de cercles précédant le Congrès.

Sur toute ces questions, de très nombreux jeunes prirent la parole et, même tard dans la nuit, la participation à la discussion était toujours très importante. Une même volonté d'analyser la réalité et d'échanger les expériences et les points de vue pour mener une lutte révolutionnaire plus efficace était à la base de cette participation. Les jeunes sont-ils plus encore que les travailleurs d'âge mur, soumis au travail en poste ? C'est ce qui ressortait de l'expérience des camarades ouvriers présents. Fallait-il l'indiquer dans le programme. « C'est juste, moi je suis en 3/8, je ne vois personne, j'ai même du mal à assister aux réunions de cercle » dit un jeune ouvrier du bâtiment. Mais est-ce général. Finalement on met ce point dans le programme d'enquête de l'Union pour les mois à venir.

Faut-il réclamer le SMIC pour les jeunes apprentis. C'est juste. « On le mérite bien » dit un jeune plombier. Mais, la revendication peut paraître utopique vu l'écart séparant actuellement le salaire de l'apprenti et le SMIC. On discute et on décide que la revendication sera déterminée au cours des mouvements de lutte déclenchés par les apprentis.

révisionniste, notamment se servir des jeunes comme une masse de manœuvre à des fins purement électorales objectif d'autant plus immédiat avec l'abaissement de l'âge du droit de vote à 18 ans.

Le rapport politique, le programme soumis à la discussion, en replaçant le combat des jeunes dans le cadre de la crise de l'impérialisme en France et dans le monde, correspondait aussi à la volonté des jeunes de débattre de tout ce qui les concerne, des tenants et des aboutissants de leur situation. « Pour forger une organisation de jeunesse véritablement révolutionnaire, pour lutter efficacement contre le révisionnisme, il nous faudra étudier avec soin le marxisme-léninisme qui est ce que le mouvement ouvrier international a retenu de sa lutte, de ses succès, de ses échecs. Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire. Mais il ne nous suffira pas d'apprendre dans les livres, il nous faudra avant tout apprendre dans la vie, dans l'expérience même de notre lutte » devait rappeler, dans son intervention, chaleureusement applaudie à la fin du Congrès, le secrétaire politique du Parti, Max Cluzot.

La volonté d'œuvrer ainsi consciemment à l'organisation de la jeunesse révolutionnaire pour préparer la révolution dans notre pays, explique sûrement pour beaucoup les rapports très fraternels qui ont existés tout au long de ce Congrès et qui manifestait concrètement le refus de l'égoïsme, de l'individualisme, de toute l'idéologie décadente diffusée par la classe dominante avec le racisme, anti-communisme, le mépris des femmes, des ouvriers, la violence saouque, le culte du héros, ou plus simplement l'arrivisme avec lequel la bourgeoisie essaie de corrompre même les jeunes révolutionnaires sincères.

La présence des vétérans communistes soulignait la continuité du combat. L'intervention du président du Parti Communiste Révolutionnaire (ml) rappelant sa jeunesse consacrée à la cause du communisme, son engagement à l'âge de 17 ans dans les

encore faire de grands efforts pour que l'UCJR devienne la grande organisation de masse qu'elle doit être. A la sortie du Congrès, les jeunes présents faisaient leur cette remarque du secrétaire du PCR, à la fin de son intervention.

« Camarades... Vous venez de créer votre organisation. Cette tâche exaltante n'est pourtant pas la plus difficile. Il vous faut dès demain lui donner vie, tracer son chemin dans les masses, les conduire à la victoire. Pour cela, tous les schémas ne sont d'aucun secours. Il vous faut aller résolument aux masses, qui sont notre force, armés de la détermination et des perspectives que vous avez élaboré au cours de ce Congrès. »



« Camarades, vous êtes la génération de la Révolution » intervention du président du PCR au Congrès.

Parmi les résolutions adoptées, les congressistes ont décidé à l'unanimité de se mobiliser et de mobiliser tous leurs camarades pour soutenir la parution d'un quotidien communiste en septembre.

LA CHARTE DES LIBERTES DU P" C" F :

EN DROITE LIGNE DE LA CONSTITUTION DE LA BOURGEOISIE

Décidément tous les partis bourgeois de France auront leur « charte des libertés ». Mitterrand pendant la campagne présidentielle avait promis une telle déclaration. Giscard pour ne pas être en reste a désigné une commission pour en faire une. Et voilà que les révisionnistes publient la leur.

Le PS vient de nommer une commission d'experts qui devra préparer une telle déclaration pour... dans un an ; la « déclaration des libertés » s'inscrit ainsi en fait dans le cadre de la concurrence PS - P«C»F et plus précisément dans une perspective électoraliste.

Marchais le dit : « Les échéances électorales se présenteront dans quelques temps et nous savons que c'est sur ce terrain que nos adversaires vont tenter d'abuser l'opinion publique ». Aussi le but est-il double : d'une part se poser en défenseur de la classe ouvrière, tout en l'orientant vers la collaboration des classes ; d'autre part tout faire pour rassurer la petite bourgeoisie très sensible aux campagnes des autres partis bourgeois sur le danger que le P«C»F représente pour la « liberté ».

Cette préoccupation n'est pas nouvelle. Déjà la rédaction par Marchais du « défi démocratique » au lendemain des législatives de mars 73, répondait au même type de besoins : combattre la campagne des partis bourgeois traditionnels qui présentaient, particulièrement en cette période électorale, le P«C»F comme un adepte de la dictature du prolétariat, amalgamée à la circonstance à la dictature terroriste qu'exercent les nouveaux tsars du Kremlin sur les peuples d'Union Soviétique. Un tel amalgame réactionnaire-

Un projet fait par qui ?

Le projet de déclaration a été élaboré par une commission d'« experts », de « spécialistes », qui comprend des universitaires haut placés, des avocats, des bonzes syndicaux révisionnistes et même un certain Braibant, maître des requêtes au Conseil d'Etat, auteur d'un ouvrage de droit administratif en collaboration avec... Marceau Long, ex-PDG de l'ORTF, grand spécialiste à la liberté.

On comprend que tous ces spécialistes aient préféré comme garantie une magistrature inamovible à un contrôle des masses.

re vise du point de vue de la bourgeoisie à deux choses : d'une part dévoyer les aspirations au socialisme avec la caricature repoussante que constitue aujourd'hui l'URSS, où le capitalisme a été restauré par les Khroutchev, Brejnev et compagnie... ; d'autre part détourner du P«C»F toute une fraction de couches de la petite bourgeoisie particulièrement sensibilisées par les problèmes de libertés démocratiques bourgeois. Sur le premier point le P«C»F n'a évidemment pas de réponse à offrir aux masses. Il ne peut reconnaître la vraie nature du social-impérialisme soviétique ; tout au plus se démarque-t-il des aspects les plus criants, les plus saillants de ses méfaits. Sur le second point, le P«C»F n'a évidemment d'autre choix que de réaffirmer plus clairement encore qu'il ne le fait d'habitude, qu'il n'est en rien un parti révolutionnaire, qu'il n'envisage pas d'enfreindre la démocratie bourgeoise, qu'il veut tout au plus « l'enrichir ».

DEFENSE DES INTERETS DE LA CLASSE OUVRIERE, OU COLLABORATION DE CLASSES

UN PROJET A LA REMORQUE DES LUTTES

Pour paraître en pointe, face au PS, pour sauvegarder son image officielle de représentant de la classe ouvrière, le P«C»F est contraint de reprendre à son compte les thèmes de nombreuses luttes récentes auxquelles il s'était même parfois opposé. Ainsi les luttes des prisons ou dans l'armée. Ainsi les luttes des travailleurs immigrés qu'il considère maintenant comme faisant partie à part entière de la classe ouvrière, après les avoir calomniés par CGT interposée. Il considère qu'ils ont les mêmes droits économiques, sociaux et culturels que les Français, mais curieusement il ne parle pas des droits politiques.

La proposition d'interdire le lock-out, de généraliser le droit syndical aux petites entreprises, peut devenir une arme dans les mains des syndicalistes révolutionnaires.

Mais il est clair que de tels aspects, en fin de compte assez rares dans le texte, d'une part y figurent pour faire passer le reste, d'autre part peuvent constituer dans les mains des révisionnistes des armes pour instaurer la collaboration de classes.

Les révisionnistes et les licenciements.

L'article 30 du projet dit : « Le comité d'entreprise est obligatoirement saisi avant toute fermeture d'entreprise et tout licenciement individuel et collectif. Il peut en suspendre l'exécution pour permettre de négocier ainsi que de consulter le conseil municipal, le conseil général ou le conseil régional, tant que les salariés intéressés n'ont pas été reclassés dans des conditions équivalentes ». Il faut « qu'aucun licenciement ne puisse intervenir sans reclassement préalable par l'entreprise intéressée ou par l'Etat ». (art. 19). Ce qui propose le P«C»F c'est que les travailleurs « participent » au licenciement de leurs camarades, que les syndicats gèrent la crise de la bourgeoisie. Au lieu de proposer la lutte, il préconise la comédie parlementaire dans des assemblées où ses politiciens pourront bavarder.

Les révisionnistes veulent gérer le capitalisme.

De nombreuses propositions visent à doter les comités d'entreprise d'organismes d'études économiques. S'ils permettront aux syndicalistes révolutionnaires de mieux connaître et donc de mieux combattre les projets du patronat, entre les mains des révisionnistes, ils risquent d'être un pas de plus vers la gestion de la crise et cette politique contractuelle que vantent tant Bidégain et autres patrons modernistes.

UNE OPERATION-SEDUCTION EN DIRECTION DE L'ELECTORAT PETIT-BOURGEOIS

TENTER DE SE DEMARQUER DES PAYS REVISIONNISTES.

Plusieurs articles de la déclaration interdisent les placements arbitraires dans les établissements de soins, la privation de nationalité, le bannissement etc. Il leur faut en effet se démarquer du visage repoussant du social-impérialisme et de ses sbires, c'est pourquoi, comme par hasard le P«C»F prend soin de condamner les internements arbitraires en asiles psy-

chiatriques, si fréquents en URSS pour emprisonner des opposants politiques. Mais ces tentatives sont bien piétées ! Tout le monde sait que de telles déclarations ne peuvent pas annuler le soutien jamais démenti aux opérations de « normalisation » menées par le social-impérialisme en Tchécoslovaquie ces dernières années, ni le soutien toujours réaffirmé du P«C»F à l'URSS pays « socialiste » où ne sévirait pas l'inflation et le chômage. Tout en restant pour l'essentiel le défenseur des intérêts de l'impérialisme français, le P«C»F maintient avec le social-impérialisme certains liens que tous les discours du « défi démocratique » où « la chute des libertés » ne pourront voiler !

REPRIMER LES FORCES REVOLUTIONNAIRES

Pratiquant comme la bourgeoisie l'amalgame entre les « extrêmes qui se rejoignent » le P«C»F promet : « Les mouvements qui utilisent la violence armée ou appellent à l'utiliser seront interdits ». Les révisionnistes exècrent tellement l'idée même de révolution qu'ils mettent dans le même sac la juste violence révolutionnaire et la violence réactionnaire. On se souvient que les révisionnistes en mai 68, et en 70 n'ont cessé d'intervenir auprès du gouvernement pour obtenir l'interdiction d'organisation se réclamant de la Révolution en France. L'exemple proche du Portugal où le P«C»P a largement contribué à l'interdiction d'organisations actives dans la lutte contre les tentatives de coups d'état fascistes, est encore dans toutes les têtes.

LES REVISIONNISTES ET L'ETAT

Les garanties que proposent les révisionnistes sont une police et une armée « au service de la nation tout entière » et la protection des libertés par des magistrats inamovibles. Sur ce point se révèle leur conception de l'Etat.

Tout travailleur conscient sait que toute tentative pour prendre le pouvoir, pour chasser la bourgeoisie, se heurte nécessairement avec cet appareil d'Etat, lié par mille liens, financiers, idéologiques... à la classe bourgeoise ; il sait que si sa classe n'est pas organisée pour briser cet appareil d'Etat, instrument décisif de la domination capitaliste, toute tentative de prise du pouvoir échouera.

Mais cela le P«C»F, comme par hasard, l'ignore délibérément. Le projet de préambule à la constitution, aligne sans hésitation tous les traits caractéristiques du réformisme, du crétinisme parlementaire...

— « La loi est l'expression de la volonté du peuple », comme le confirme toutes les lois anti-grève, anti-ouvrière votées régulièrement depuis plus de 150 ans par le Parlement !

— « L'organisation régulière d'élections au suffrage universel, libre, égal et secret permet au peuple... de déterminer souverainement et démocratiquement la politique de la nation... » comme l'a montré la dernière élection présidentielle où la bourgeoisie, monopolisant tous les moyens d'information au profit de ses candidats, a empêché notre camarade André Rouston, président du PCR (ml) de se présenter et de défendre devant les travailleurs les perspectives de la révolution socialiste.

— « La police doit rester en permanence au service du peuple », « l'armée est au service de la nation entière » comme le prouvent les exactions quotidiennes des forces de police contre les travailleurs immigrés, les expulsions régulières par les CRS des travailleurs qui occupent leurs usines, comme le prouvent les actions passées et actuelles des forces armées dans les anciennes colonies ou aujourd'hui à Djibouti, au Tchad ou aux Antilles.

Comment passer de cette police, de cette armée, de cette justice que les travailleurs connaissent bien, à la situation décrite par le projet des révisionnistes. Aucune indication évidemment ! Comment ces gens-là, forgés dans un anti-communisme militant, entraînés à

tanément !

Sous couvert d'enrichir les libertés, le P«C»F ne fait que reprendre et réexploiter les fondements de la démocratie bourgeoise tels qu'ils ont été formulés il y a près de 200 ans lors de la révolution de 1789. Révolution bourgeoise d'Etat au détriment des anciens féodaux, elle n'a été que cela, même si le peuple ouvrier et paysan, en a été l'artisan essentiel. La bourgeoisie au pouvoir a eu comme souci de gommer tout ce qui soulignait les antagonismes de classe, de masquer le rôle exact de l'Etat, instrument de domination d'une classe sur une autre. En 1975 préserver cet acquis de 89, est une préoccupation des révisionnistes qui présente l'Etat comme au-dessus des classes,

Les "défenseurs" des libertés de la classe ouvrière !

Le projet révisionniste dit : « Chacun est libre de parler, d'écrire, d'imprimer, d'éditer, de publier, de diffuser, de faire représenter » (art. 57) ; nous espérons que Marchais ira l'expliquer aux membres de la J«C»F révisionniste qui le 1er mai dernier agressaient nos diffuseurs et tentaient de déchirer nos journaux.

Le projet prévoit aussi : « Les droits d'organisation et d'expression des partis politiques sur le lieu de travail sont reconnus et garantis. »

C'est sans doute pour cela que le P«C»F dénonce souvent nommément nos camarades à la direction, expulsant quand ils le peuvent les vrais communistes des syndicats des travailleurs... ! C'est sans doute pour cela que par exemple, Sylvain le révisionniste, bien connu de la CGT Renault agressait nos camarades quand ils dénonçaient, avec le soutien des travailleurs, les manœuvres de la direction CGT de Billancourt, responsable de la non extension de la grève !

En matière de liberté, la position des révisionnistes est assez claire : l'extension des libertés pour la bourgeoisie, pas de libertés pour les vrais communistes, pour les travailleurs révolutionnaires qui s'organisent !

casser du prolétaire, liés à la classe dominante par une série de liens évidents, vont-ils subitement se ranger du côté du peuple. Par la simple adjonction d'un préambule à la constitution. Par l'adjonction d'un chiffon de papier à un chiffon de papier !

C'est effectivement là le raisonnement que tiennent les révisionnistes aux travailleurs. Flics, officiers... tous ces individus seraient simplement détournés de leurs fonctions par les gouvernements de droite ; viendrait un gouvernement de gauche et ils se mettraient au service du peuple spon-

au-dessus des intérêts contradictoires qui animent ces classes. Il y a plus de 100 ans, Karl Marx mettait déjà en garde les ouvriers français : « les ouvriers français ne doivent pas se laisser entraîner par les souvenirs nationaux de 1792... Ils n'ont pas à recommencer le passé mais à édifier l'avenir. » Notre avenir, ce n'est pas de rabâcher la constitution de 89, c'est de renverser la bourgeoisie en brisant son appareil d'Etat, c'est d'instaurer le pouvoir des ouvriers et des paysans.

Yves BEAUMONT

PONIATOWSKI ET LES OCCUPATIONS

Déclaration de Poniatowski au Sénat le 13 mai en réponse à une question sur les activités de Nicoud : « J'ai donné instruction permanente aux préfets de faire intervenir la police dans tout cas de séquestration ou d'occupation... Les tribunaux disposent depuis 1970 d'un texte pénal adapté à cette nouvelle délinquance : il appartient donc aux juges de sévir avec toute la fermeté souhaitable... La violence ne peut apporter la justice ni la paix sociale... Il appartient au garde des sceaux de donner instruction aux procureurs généraux de requérir avec fermeté, voire d'aller en appel de décisions trop indulgentes... La France doit donner l'exemple du respect de la loi, parce que celle-ci est le rempart de la liberté ».

Ainsi les nouvelles initiatives de Nicoud (séquestration d'un percepteur dans l'Isère) sont le prétexte

pour la bourgeoisie de faire passer comme naturelle une mesure répressive qui pourra tout aussi bien s'appliquer aux ouvriers qui occupent leurs usines pour défendre leur emploi. Monsieur Poniatowski défendra la liberté : comme à Usinor ou chez Bourgeois il n'hésitera pas à faire intervenir ses C.R.S. pour faire évacuer les travailleurs. Par contre on ne les a jamais vus faire ouvrir une usine lock-outée. C'est sans doute que pour Monsieur Poniatowski il y a en France deux types de liberté, celle des patrons, qu'il défend, et celle des travailleurs qu'il ignore et combat.

Voilà notre ministre de la police qui donne des ordres à la justice. Ainsi elle apparaît bien pour ce qu'elle est dans la démocratie bourgeoise : une annexe de la police. La démocratie bourgeoise, c'est toute la liberté pour les patrons et l'exploitation pour les travailleurs.

RASSEMBLEMENTS COMMUNISTES

A PARIS

7 juin - 14 h.
mutualité, salles
A, C, G...

A GRENOBLE

24 mai - 20 h 30
bourse du travail

A BESANCON

23 mai - 20 h 30
salle Battant

APRES LA FUSION C.I.I. HONEYWELL BULL

Giscard a rendu officielle la décision d'intégrer la CII dans Honeywell-Bull, après une longue période d'hésitation. Quelles leçons tirer de cette nouvelle mesure de l'impérialisme français ?

LE ROLE STRATEGIQUE DE L'INFORMATIQUE

L'hésitation prolongée s'explique d'abord par l'importance exceptionnelle du secteur informatique qui est au centre du développement moderne des forces productives (automatisme) et des systèmes militaires (guidage, télécommunications).

L'informatique doit aussi jouer un rôle important dans le « redéploiement » de la politique de la bourgeoisie : les exportations d'ordinateurs rapportent en effet beaucoup de devises et la vente des usines « clés en mains » est liée à la possibilité pour le vendeur de fournir tous les systèmes automatisés en même temps que les moyens de production. L'informatique est aussi une grande employeuse : 20.000 emplois à la CII et ses sous-traitants, 10.500 à Honeywell-Bull.

Indispensable à l'édification d'une industrie moderne et « compétitive », à la mise en œuvre de nombreuses techniques militaires, l'informatique est aussi un gouffre financier, ce qui est un problème de taille pour un impérialisme secondaire comme l'impérialisme français : l'Etat a déjà engagé 200 milliards de francs anciens dans l'affaire, et la CGE et Thomson actionnaires de la CII ont toujours été réticentes à

engager des fonds dans cette affaire à rentabilité incertaine.

LA POLITIQUE DE GISCARD

Dans un premier temps, Giscard a supprimé, le 2 octobre 74, la délégation à l'informatique. Cette délégation avait, entre autres, pour rôle de défendre les intérêts « français » au sein d'UNIDATA, filiale commune à la CII, Siemens et Philips.

Sa suppression signifiait le refus de la bourgeoisie française de laisser glisser l'informatique française sous direction allemande, au sein de l'alliance UNIDATA où la CII était faible face aux deux géants Siemens et Philips.

La décision du 12 mai va dans le même sens. La CII éclate en deux ensembles (voir schéma) : la moyenne et grosse informatique fusionnent avec Honeywell Bull France dans une nouvelle société CII - H.B., où les intérêts « français » se montent à 53 % (Etat et CGE) ; l'informatique militaire, spatiale et la péri-informatique seront regroupées sous la houlette de Thomson-CSF, dans une société « française ».

LES CONTRADICTIONS INTER-IMPERIALISTES

Dans cette affaire, il y a en jeu les contradictions entre les pays impérialistes, et particulièrement les contradictions entre les différents grands groupes monopolistes.

En ce qui concerne les premières, l'impérialisme français et l'impérialisme alle-

mand mènent un combat sans concession pour le leadership en Europe. La création d'UNIDATA consacrait l'avantage allemand. Les contradictions franco-américaines d'autre part, apparaissent dans le fait qu'en s'alliant à Honeywell, Giscard veut tenter de contrecarrer IBM et sa domination sans partage.

Pour bien apprécier ces contradictions, il faut savoir qu'IBM contrôle 67 % du marché mondial, contre 11 % à Honeywell, son second, puis 8 % à Univac avec qui va probablement s'allier Siemens. Dans tout cela, la part d'UNIDATA, avant l'éclatement de la CII, ne représentait que 5,2 % du marché mondial.

Au niveau des contradictions entre les groupes monopolistes, il y a les contradictions entre pays différents mais aussi au sein du même pays, entre différents trusts. Ainsi la CGE et Thomson règlent leurs comptes : Thomson vient de se lancer dans le secteur du téléphone et remet en cause la part du marché de la CGE ; la CGE, de son côté, pousse son allié Honeywell contre Thomson dans l'informatique. C'est pour l'essentiel le groupe CGE qui sort victorieux de la décision de Giscard. On sait que la CGE est largement associée à Général Electric dans le nucléaire et comme par hasard, le même trust US, General Electric, est actionnaire d'Honeywell International System (HIS), branche informatique internationale de l'américain Honeywell, qui sera un des partenaires de la nouvelle société « CII - Honeywell bull ».

La CGE règle aussi ses comptes avec son concurrent allemand Siemens qu'elle veut affaiblir en coulant UNIDATA. Siemens et CGE se battent aussi dans le secteur du téléphone.

LA QUESTION DE L'INDEPENDANCE NATIONALE

Derrière ces combats entre groupes monopolistes de différentes nationalités, on s'aperçoit de façon frappante que l'indépendance nationale ne saurait être préservée de façon conséquente par la bourgeoisie monopoliste. Le contenu de cette « indépendance nationale » pour elle, c'est en effet la rivalité avec d'autres impérialistes pour la conquête des marchés et la maximisation des profits.

Giscard semble avoir, dans le cadre étroit de cette rivalité, préservé certains points : l'informatique militaire reste « française » (Thomson), et d'Ornano proclame que le gouvernement est prêt à prendre s'il le faut une minorité de blocage dans la filiale Honeywell International System pour la contrôler. Par ailleurs, dans la nouvelle société CII-Honeywell Bull, il est possible de racheter la part américaine.

Mais ces « protections » sont loin d'être sûres : d'abord, les marchés dans l'informatique nécessitent des investissements de plus en plus fantastiques et, à mesure que la technologie évolue avec rapidité, il est hautement problématique que la bourgeoisie française puisse se passer d'une alliance : le choix d'ailleurs était entre l'alliance avec UNIDATA et l'alliance avec Honeywell, mais la voie de l'indépendance totale était écartée par la bourgeoisie monopoliste française.

S'allier avec le géant Honeywell, énorme « conglomérat » qui gère l'administration de toutes les armées US dans le monde, cela ne peut signifier une « indépendance » vis à vis de la maison-mère.

La dépendance technologique est ici évidente puisqu'il s'agit d'un groupe qui ne tolère de ses filiales que ce qui va dans le sens de son profit maximum, étant entendu que la direction, la conception d'ensemble des produits est prise sans partage aux USA. On conçoit mal comment une telle dépendance pourrait ne pas se répercuter au niveau de l'ensemble de l'informatique française.

LES QUESTIONS POSEES POUR LA CLASSE OUVRIERE

Une grande vigilance s'impose évidemment pour les suites de cette opération de regroupement ; Les fusions capitalistes n'ont pas coutume de profiter aux travailleurs mais bien souvent au contraire d'entraîner licenciements et intensification de l'exploitation.

En ce qui concerne la question de l'indépendance nationale, l'opération de Giscard illustre au fond la position de l'impérialisme français, qui rompt avec celle de la période gaulliste où le Plan Calcul a pu représenter une volonté d'autonomie vis à vis de

l'impérialisme US. Aujourd'hui, sous la direction de Giscard, l'impérialisme français est en butte à la pression des capitaux US devant lesquels il fléchit du fait de sa faiblesse (qui ne lui permet pas de poursuivre un programme seul) mais en même temps il cherche à préserver une certaine autonomie (informatique militaire).

La leçon pour les marxistes-léninistes est évidemment que le rôle dirigeant dans la lutte pour l'indépendance nationale appartient exclusivement à la classe ouvrière ; elle ne saurait s'en remettre à la bourgeoisie impérialiste française, incohérente et incapable, même si sa situation dans le second monde l'oppose aux deux super-puissances. Seul le pouvoir des ouvriers et des paysans permettra une informatique au service du peuple, indépendante.

LES PERIPÉTIES DE L'INFORMATIQUE FRANÇAISE

Avril 1964 : La compagnie Bull est rachetée par le trust US Général Electric.

Juillet 1966 : Création de la Délégation générale à l'informatique.

Décembre 1966 : Création de la CII (actionnaires : CGE, Thomson, Etat, Schneider)

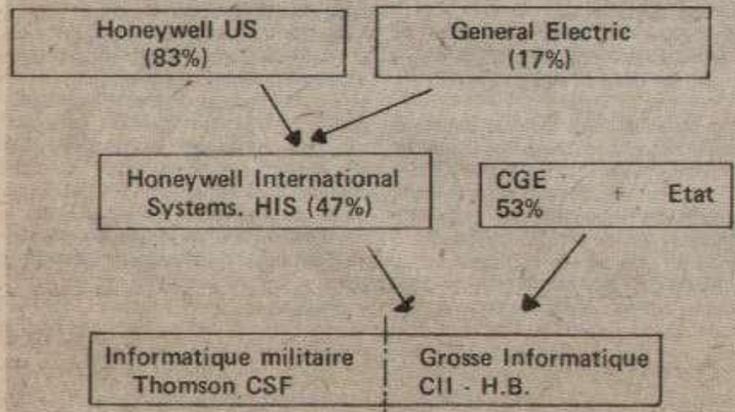
Lancement du Plan Calcul visant à conquérir 10% du marché national, et à rompre avec la dépendance de l'étranger.

Mai 1970 : Général Electric revend Bull à Honeywell. La société devient Honeywell-Bull.

Juillet 1973 : Signature de l'accord UNIDATA entre la CII, Siemens et Philips.

2 octobre 1974 : Suppression de la délégation à l'informatique par Giscard.

12 mai 1975 : La CII et Honeywell-Bull fusionnent pour donner CII-Honeywell-Bull.



dimanche 11 mai, castro verde, Portugal.

LIBERTE POUR ZE DIOGO !

Dans la situation politique portugaise, la question des grandes latifundia du Sud, la question de l'épuration des fascistes, la question de l'attitude des révisionnistes et des contradictions auxquelles elle commence à donner lieu dans les masses, dans des secteurs comme celui des ouvriers agricoles de l'Alentejo (Sud), où ils étaient traditionnellement implantés, sont des questions politiques brûlantes. C'est sur de telles questions que se joue aujourd'hui,

face à la prétention du nouveau régime à construire le socialisme, la prise de conscience des masses sur sa véritable nature : une démocratie bourgeoise, une dictature sur les masses.

Le reportage de notre camarade Tobias Engel sur l'affaire Zé Diogo vient nous faire toucher du doigt cette réalité.

Ce lundi devait se tenir à Ourique le jugement de l'ouvrier agricole José Diogo, prisonnier depuis des mois pour avoir tué un fasciste, le propriétaire terrien Columbano Libano Monteiro, en septembre 74. Ce jugement a été reporté à une date ultérieure et à un autre endroit. La justice bourgeoise sait bien que des milliers d'ouvriers agricoles de l'Alentejo, seraient venus apporter leur soutien, auraient témoigné, pour leur frère de classe, car l'histoire de José Diogo c'est toute l'humiliation et la misère auxquelles le fascisme et le capitalisme ont soumis les ouvriers des grandes propriétés du Sud et les travailleurs portugais en général. José Diogo est devenu le symbole du refus de se laisser saigner à blanc par la bourgeoisie, il est devenu un symbole de la lutte contre les exploités.

tractoriste et fut licencié à la fin de septembre. Ne voyant pas les raisons d'un tel licenciement qui privait sa famille de toutes ressources, (une femme et 3 enfants en bas âge), Zé Diogo se rendit le 30 septembre à la maison de son patron et lui demanda des comptes.

Le fasciste ne veut lui donner aucune raison et le frappe violemment en lui disant que la « canaille » n'a rien à faire dans sa maison. C'est alors que Zé Diogo lui porte 3 coups de couteau. Un exploitateur venait d'être rayé de la surface de l'Alentejo, c'était le résultat de la rage accumulée, de la faim, de l'oppression, de la violence subies pendant des années par la classe ouvrière de cette région.

Zé Diogo fut arrêté bien qu'il se soit trouvé en état de légitime défense. Voilà 8 mois qu'il est emprisonné. Aussi un vaste mouvement de masse s'est développé à l'instigation de l'Association des ex-prisonniers politiques anti-fascistes et des organisations révolutionnaires du Portugal. Non que l'acte de Zé Diogo constitue un exemple, mais il est clair pour les masses populaires d'ici, que Zé Diogo n'a rien à faire en prison, qu'ici une fois encore se manifeste le caractère de classe du droit bourgeois.

Pour la bourgeoisie, pour sa justice, un homme a tué un autre homme, mais on ne tient évidemment pas compte de qui était exploité, qui se voyait chaque jour traité comme un chien, et qui était l'exploiteur qui pouvait se permettre tous les abus contre les travailleurs. Le patron a tous les droits, voler, mentir, battre, tuer. Il trouvera toujours les moyens de se

défendre. L'ouvrier sait bien qu'il n'a rien à espérer de cette justice faite par la bourgeoisie pour la bourgeoisie.

Le ministre de la justice a ajourné le jugement et le lieu. Car comme me l'a dit la femme de Zé Diogo :

« Je crois bien qu'ils ont ajourné le procès parce qu'ils ont peur du peuple ; ils savent bien que des milliers d'ouvriers seraient venus. Ce gouvernement n'est en rien populaire, il n'est pas du côté du peuple. Il a peur que le peuple parle au tribunal, il a peur que le peuple se batte. Je veux que Zé sorte de prison, j'ai 3 enfants et ici il y a très peu de travail pour les femmes ; nous avons faim. Quand j'ai du travail je gagne 120 escudos. Cela ne me donne pas du pain pour nous tous. »

Columbano a insulté Zé, l'a battu, alors Zé a pris son couteau. Columbano c'était un grand fasciste. Il est mort par sa propre faute.

Zé Diogo faisait-il partie d'une organisation politique ?

« Mon mari était lié au P.C. Aujourd'hui l'organisation qui le soutient c'est l'UDP ». (une des organisations marxistes-léninistes portugaises).

Quelle est l'attitude du PCP ?

« Le PCP ne veut rien savoir de Zé Diogo. Les messieurs du gouvernement ne sont pas socialistes, ne sont rien de ça ».

A Castro Verde (2000 habitants), ce dimanche, plus de 1000 personnes ont manifesté dans le cinéma leur soutien à Zé Diogo. Quand le groupe d'action culturelle a retracé la vie de Zé Diogo, son exploitation, sa révolte, ce sont 1000 personnes qui se sont levées, les hommes pleuraient, les femmes criaient leur douleur et leur colère, les



à la manifestation à Castro Verde...

enfants battaient des mains. C'était leur histoire qui était racontée là. C'était toute leur lutte : « La vérité pour Zé Diogo ! ». « Liberté pour Zé Diogo ! »

La chanson sur Zé Diogo dit bien : « Les travailleurs de Castro Verde du grand agrarien Columbano Monteiro travaillaient du matin jusqu'à la nuit, des heures durant sans recevoir plus d'argent. Zé Diogo comme tous, travaillait dans une ferme comme tractoriste. Il travaillait toute la journée sans s'arrêter du matin jusqu'à ce que descende le soleil. »

Mais cela devait se terminer un jour, l'ouvrier travailla pour être payé. 8 heures de travail et rien de plus !... Tous unis ils gagnèrent. (...) »

Puis ce fut une très belle manifestation à travers le village, au cri de « Pain, Paix, Terre, liberté, indépendance nationale, liberté pour Zé Diogo, mort aux fascistes - justice populaire ».

Alors que les fascistes en prison n'ont pas été jugés, que certains ont

été libérés (1), que les Thomas, Caetano, Spínola ont pu s'enfuir, que la droite prépare de nouveaux coups, que la « gauche » parle de socialisme et appellent les travailleurs à développer « l'industrie nationale » pour le plus grand profit de la bourgeoisie, soutenir Zé Diogo, c'est soutenir la résistance de la classe ouvrière contre les tentatives de sabotage de ses luttes par les réformistes et les traîtres du PCP, c'est permettre à la classe ouvrière du Portugal, à ses alliés, de voir qui sont ses vrais amis, de forger ses armes de lutte. Liberté pour Zé Diogo ! Mort aux fascistes, justice populaire !

Tobias ENGEL.

(1) Cette semaine encore, de hauts responsables de la tentative réactionnaire du 11 mars ont été libérés.

Cambodge

L'ACTE DE PIRATERIE U.S

Avec l'opération de piraterie à laquelle ils se sont livrés au Cambodge sous le prétexte de délivrer leur navire-espion, le « Mayaguez », les impérialistes U.S. visaient un triple but :

1°) porter des coups au nouveau Cambodge indépendant ; cette opération a été largement défaite par la vive résistance des forces populaires qui ont infligé des pertes aux « marines ».

2°) rassembler leur mainmise sur leurs fantoches inquiets des défaites qu'ils viennent de subir en Indochine. La réaction de la Thaïlande exigeant le départ immédiat des GIS envoyés sur son territoire à cette occasion montre que l'effet contraire a été

obtenu : le régime thaïlandais craint de se trouver compromis dans les menées agressives des Américains dans la région.

3°) ressouder l'unité compromise des différentes forces politiques impérialistes à l'intérieur des Etats Unis. Le soutien apporté par le Congrès à Ford, l'unité des différents partis et hommes politiques, des républicains aux démocrates et de Wallace à Mac Govern, montre sur ce point une certaine réussite, qui commence cependant à être compromise par la méfiance de la grande presse bourgeoise US.

La poursuite de ses menées agressives ne sauvera pas l'impérialisme US de son déclin.

DECLARATION DE M. HUNIM, AU NOM DU GRUNK

« Depuis que nous avons libéré Phnom Penh et tout le pays, les impérialistes américains ont intensifié sans répit, leurs activités de renseignements et d'espionnage dans le but de mener des activités de subversion, de destruction et de provoquer des incidents contre le Kampuchea qui vient d'être libéré. (...) Ces activités se poursuivent dans l'air, sur terre et sur mer.

« Sur mer, ils mènent leurs activités sans discontinuité. Leurs navires espions se démènent dans les eaux territoriales du Kampuchea presque tous les jours, surtout dans la région devant le port Sihanoukville, depuis l'île Koh Pring, l'île Koh Tang, l'île Koh Way jusqu'à l'île Koh Treh, au sud de Sihanoukville. Ils se livrent à des

activités sous le couvert de bateaux de pêche, à raison de 2 à 3 bateaux par jour, avec à bord des Thaïlandais, des Kmers venus secrètement dans le but d'entrer en contact avec leurs réseaux d'espions sur notre territoire. Lorsque nous les avons arrêtés, tous ont avoué. Dans certains bateaux, il y a des dizaines de kilos de plastic et plusieurs postes émetteurs radio destinés à leur acolytes pour leurs activités de destruction d'usines, de ports, de bases économiques et militaires stratégiques. Tous ont avoué l'un après l'autre, qu'ils sont des agents de la CIA organisés en Thaïlande et entrés subrepticement par le golfe de Thaïlande dans les eaux territoriales du Kampuchea ». (...).

Le 12 mai le « Mayaguez » pénètre profondément dans les eaux territoriales.

« Au moment où nous sommes en train de demander des renseignements à l'équipage, 2 avions américains F.105 survinrent sur les lieux. Ils tournoyaient au-dessus du navire, de l'île Koh Way et de l'île Koh Tang jusqu'au soir. A l'aube du 13 mai, 4 à 6 avions américains F.105 et F.111 se sont relayés pendant toute la journée, et toute la nuit pour mitrailler et bombarder sauvagement autour du navire, sur l'île de Koh Way et l'île Koh Tang et dans la région du port de Sihanoukville. Le 14 mai, à 5 heures 30 du matin, environ 6 avions américains F. 105 et F.111 se sont relayés pour continuer leur mitraillage et leur bombardement. Selon les premières informations, 2 de nos navires garde-côtes ont été coulés. A l'heure actuelle, nous ne connaissons pas encore les détails sur les pertes causées à nos marins ou à l'équipage américain ». (...).

« Epris de paix et de neutralité, et conformément à notre position de ne pas chercher des histoires à qui que ce soit, nous libérerons ce navire. Mais nous ne permettrons pas aux impérialistes américains de violer nos eaux territoriales, de mener des activités d'espionnage, d'y créer des incidents et de nous lancer des ultimatum pour libérer leur navire à telle ou telle heure selon leur bon plaisir. De même, les pays épris de dignité, de souveraineté ne peuvent se soumettre aux ordres des impérialistes américains ».

COMMUNIQUE DE LA MISSION EN FRANCE DU GRUNK

« Le Gouvernement Royal d'Union Nationale du Cambodge a décidé de libérer le navire « Mayaguez » indemne avec tout son équipage sain et sauf, dans les premières heures de la matinée du 15 mai 1975.

Néanmoins, le même jour à 10 heures 50, les impérialistes américains ont envoyé leurs avions bombardier sauvagement le port et la raffinerie de pétrole de Sihanouk-Ville, la base navale et la base aérienne de Ream, y causant de très importants dégâts en matériel et en hommes.

Nous demandons à l'opinion mondiale et à l'opinion américaine de dénoncer et condamner avec la dernière vigueur, cet acte barbare de destruction de notre jeune Kampuchea dans ses premiers efforts de reconstruction nationale, perpétré délibérément par les impérialistes américains après que leur navire et son équipage aient déjà été libérés par le GRUNK. »

Paris, le 17 mai 1975

Laos

VICTOIRES DU PEUPLE

Depuis deux semaines les manifestations se poursuivent au Laos. Dans les villes de Vientiane, Luang Prabang, Savannakhet, Pakse, les masses se soulèvent. Ce sont les principales villes de la zone contrôlée par la partie Vientiane.

PUISSANTES MANIFESTATIONS DE MASSE

A Savannakhet les manifestants ont occupés les locaux de l'US AID et ont retenu les Américains qui s'y trouvaient. A Luang Prabang les manifestants ont récupéré des stocks de riz et les ont distribués. Ils ont également dénoncé la présence américaine.

Dans les bastions traditionnels de la droite un puissant soulèvement populaire a entraîné l'effondrement des forces de droite, et la politique des impérialistes américains au Laos : ils comptaient s'appuyer sur les zones contrôlées par Vientiane pour saboter les accords de Vientiane ; les masses organisées dans ces zones mêmes pour imposer leur application ont entraîné la déroute de cette tentative de poursuivre l'agression. Le retrait immédiat des Américains du Laos est massivement exigé, les forces de droite les plus réactionnaires sont massivement rejetées : le chef des troupes de la région de Vientiane a dû être limogé deux jours après avoir été nommé, parce qu'il avait trempé dans tous les complots de la droite.

EFFONDREMENT DES FORCES DE DROITE DANS L'ARMEE

Les puissants mouvements de masse dans la zone contrôlée par la partie de Vientiane ont conduit les forces armées de Vientiane elles-mêmes à se soulever contre leurs supérieurs de droite qui sabotaient les accords de Vientiane. A Vientiane, les élèves officiers et la principale garnison de la zone se sont mutinés contre leur chef, et se sont placés sous le contrôle direct du gouvernement provisoire d'Union Nationale. Ils dénonçaient la tentative de coup d'état préparé par la droite, qui comptait les utiliser pour renverser le gouvernement provisoire.

En une semaine les ralliements au gouvernement provisoire de la part des forces de Vientiane se sont multipliés : dans quatre régions militaires sur cinq

les chefs de droite ont été destitués par leurs troupes, qui n'obéissaient plus qu'aux ordres du ministre de la défense, dont l'intérim est assuré par un membre du Front Patriotique Lao depuis la démission et la fuite en Thaïlande du ministre de droite. Ce chef de la droite se vantait de tenir son secrétaire d'état, qui le remplace aujourd'hui, à l'écart de toute activité.

Les forces de Van Pao sont très affaiblies. Van Pao a été chassé de la deuxième région militaire ainsi que les membres de son clan ; ses troupes sans chef se sont mutinées parce qu'elles ne touchaient plus de solde suffisante. Les forces spéciales, forces militaires de l'agression US, sont ainsi difficilement utilisables aujourd'hui.

YANKEES HORS DU LAOS

La décomposition des forces de droite, qui perdent la plus grosse partie de leur puissance militaire, et tout crédit politique, accentuent l'impérialisme américain à la retraite tout en essayant de garder des positions.

L'évacuation des 1200 conseillers a commencé. Mais les yankees cherchent des substituts à leurs fantoches chassés. Substituts de plus en plus difficiles à découvrir car les masses sont très vigilantes contre leurs manœuvres. S'ils espèrent trouver dans la partie de Vientiane, qui s'est détachée de la droite pour mener la politique d'union nationale avec le Front Patriotique, des gens pour mener leur politique, cela leur sera d'autant plus difficile que le peuple lao exige l'indépendance, et qu'ils ne peuvent guère trouver dans la région d'appui pour mener leur agression contre le Laos ; la Thaïlande, base traditionnelle d'agression contre le Laos exige le départ des troupes US de son territoire.

Tant que les yankees pourront espérer trouver des soutiens au Laos le peuple lao combattra pour son indépendance. « Nous ne choisissons pas les armes » dit Vong Vichit, dirigeant du Front. Sur le terrain politique comme sur le terrain militaire, le peuple lao est prêt à imposer son indépendance et ses droits. Aucune tentative de sabotage des accords de Vientiane ne changera cette réalité.

Iran

halte aux assassinats des patriotes emprisonnés !

Le régime fasciste du Chah d'Iran est tristement célèbre dans le monde entier : répression, emprisonnements, tortures, assassinats... Voilà aujourd'hui le lot du peuple iranien en lutte contre le régime.

Mais depuis bientôt 2 mois, la répression et les assassinats connaissent un développement important. Le régime fasciste du Chah et sa police, la Savak, ont entrepris la liquidation physique systématique des détenus politiques. Après avoir vainement tenté de briser l'énergie révolutionnaire des militants emprisonnés, aujourd'hui le Chah les assassine ! En effet dans les prisons iraniennes, les détenus sont soumis à la torture pour leur faire renier leur « idéologie collectiviste » et les forcer à lancer un appel télévisé à rejoindre le Parti unique du Chah. Mais malgré les pressions et les tortures, aucun révolutionnaire n'a cédé, et aujourd'hui le régime entreprend leur liquidation systématique : début avril 2 révolutionnaires sont assassinés, mi-avril 9 nouveaux assassinats dont Djazani, grand révolutionnaire que le régime a vainement essayé de briser et dont l'exemple restera longtemps dans le cœur des militants révolutionnaires iraniens. Début mai, la police fasciste du Chah a déjà assassiné trois révolutionnaires. Une centaine de détenus sur les 45.000 prisonniers politiques

iraniens sont aujourd'hui particulièrement en danger de mort. Et parmi eux le Groupe Palestine, qu'une mobilisation internationale avait sauvé de la mort lors de leur condamnation.

Ces liquidations systématiques provoquent des manifestations importantes en



Les étudiants iraniens manifestent contre les assassinats des patriotes.

Iran, particulièrement dans la jeunesse étudiante. Là encore la Savak intervient, tire sur les manifestants : la semaine dernière 7 camarades sont morts sous les balles fascistes au cours de 2 manifestations.

Pour dénoncer ces assassinats, popularisant la lutte du peuple iranien, les étudiants de la CISNU (Confédération des

Etudiants Iraniens-Union Nationale) ont entrepris des manifestations, grève de la faim, occupations d'ambassades dans le monde entier : Washington, Bonn, Londres, Stockholm...

A Paris, 40 étudiants de la section de l'Union des Etudiants Iraniens en France ont fait une grève de la faim avec des camarades tunisiens, marocains, irakiens et français. Cette action était soutenue par diverses organisations françaises et étrangères, elle s'est terminée par une conférence de presse et un meeting recueillant un écho important.

Le mardi 20 mai, Giscard a reçu le Chah pour un déjeuner privé. A l'heure où partout en Iran les luttes ouvrières et étudiantes se développent pour dénoncer la répression et les conditions de vie inacceptables des travailleurs, Giscard vient à nouveau d'affirmer son soutien au régime fasciste iranien.

Solidaires de la lutte du peuple iranien, les travailleurs de France et les militants révolutionnaires se sont mobilisés massivement pour dénoncer la complicité de l'impérialisme français avec le régime fasciste iranien et exiger « Dehors le Chah ! »

Chah fasciste assassin !
Giscard complice !
Vive la juste lutte du peuple iranien !

abonnez
vous

FRONT ROUGE
CCP 31 191 14
LA SOURCE

POUR LA FRANCE
pli normal 1 an 80 F
3 mois 20 F
pli fermé 1 an 160 F

POUR L'ETRANGER
écrire au journal qui
fournira le tarif

DEMANDE DE CONTACT
AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom
Prén
Adr
Profession.....

envoyer à F.R. BP 16 75864 Paris Cedex 18

LES VINGT ANS DU PACTE DE VARSOVIE

L'OTAN : INSTRUMENT D'AGRESSION ET D'EXPANSION DE L'IMPERIALISME US.

Le 4 avril 1949 était signé le pacte de l'OTAN par les pays capitalistes occidentaux (sauf l'Allemagne occidentale) sous la bannière de l'impérialisme US. La signature de ce Traité représentait le couronnement logique de tout un édifice politique qui s'échafaudait depuis longtemps. Dans son célèbre discours de Fulton, le 5 mars 1946, Churchill avait ouvertement préconisé la nécessité de former sans délai une étroite alliance militaire entre les USA et la Grande-Bretagne afin d'intervenir au plus tôt contre l'URSS avant que celle-ci ne possède la bombe atomique. Le 13 janvier 1948, le politicien réactionnaire américain Dewey, candidat à la Maison Blanche, déclarait : « Nous perdons la Chine, c'est au tour de l'Europe maintenant ». Ainsi, le premier grand revers de l'impérialisme américain en Asie s'accompagnait d'une intensification de son expansion en Europe occidentale.

Dès sa création, l'OTAN fut un pacte militaire entièrement soumis à l'impérialisme US, au double but avoué d'imposer l'hégémonie US en Europe occidentale (pendant militaire du plan économique Marshall de 1948), et d'être l'instrument d'agression de l'impérialisme contre le camp socialiste.

LE TRAITE DE VARSOVIE : LEGITIME DEFENSE

Les accords de Paris du 23 octobre 1954 ouvraient les portes de l'OTAN à l'Allemagne occidentale. Le réarmement de l'Allemagne revancharde dans le cadre de l'OTAN, achevait le dispositif agressif mis sur pied par l'impérialisme US pour se lancer dans l'aventure militaire contre le camp socialiste en Europe. Le 13 novembre 1954, l'URSS protestait contre ces accords et proposait une réunion à Moscou de tous les Etats européens en vue d'élaborer un système de sécurité collective dans cette région. Les efforts pacifiques de l'URSS furent vains.

Aussi était-il devenu urgent pour les pays du camp socialiste de se défendre contre les préparatifs d'agression de l'impérialisme et des revanchards. Ainsi naquit le 14 mai 1955 le Traité de Varsovie, organisation militaire de légitime défense des pays socialistes d'Europe, conformément à l'article 51 de la Charte des Nations Unies.

CONTRE-REVOLUTION EN URSS

Début 1956 se tient le XXème Congrès du PCUS, congrès de la contre-révolution et du révisionnisme triomphant. Dès lors, sous la direction de Khrouchtchev puis de Brejnev, l'URSS de Lénine et de Staline, le premier pays socialiste au monde, dégénère en un pays capitaliste impérialiste : l'appareil d'Etat de la dictature du prolétariat devient l'appareil d'Etat de la nouvelle bourgeoisie bureaucratique.

Dès lors qu'en URSS le socialis-

me se transforme en son contraire, le Pacte de Varsovie, d'instrument de légitime défense qu'il était, est totalement converti en un instrument aux mains des révisionnistes chauvins de Moscou pour la réalisation de leurs buts.

LA CONVERSION DU PACTE EN UN INSTRUMENT D'INTEGRATION ET D'AGRESSION DU SOCIAL IMPERIALISME.

De moyen de défense collective contre les menaces d'agression impérialiste, le Pacte de Varsovie s'est transformé en un moyen d'attaque contre ses propres membres. Ses objectifs sont les objectifs de la politique étrangère soviétique visant à dominer et à soumettre les autres peuples, à pénétrer économiquement et militairement dans les autres pays, à sauvegarder les zones d'influence du social-impérialisme et à les élargir. Ces caractères sont particulièrement évidents quand on analyse l'organisation du Pacte : on constate alors une *intégration organique* sous direction soviétique, une *absence de coordination fonctionnelle* et une *dépendance opérationnelle* totale vis à vis de l'URSS.

L'intégration organique : toutes les forces armées des pays membres sont placées sous la direction d'un commandement dit « unifié ». En fait le commandement en chef a toujours été un Soviétique. **L'organisation des forces armées** de chaque pays est calquée sur celle de l'URSS (du ministère à l'escouade). **La standardisation des armements et des équipements** est complète et sont pour l'essentiel fabriqués en URSS. Le Pacte possède un **Comité consultatif politique** qui est saisi lorsque se posent des problèmes de politique internationale par exemple. Mais comme l'indique son nom il n'est que « consultatif » et ne décide de rien, le commandement unifié dirigé par les Soviétiques est autonome du Comité. En outre, le siège de la **Commission permanente** du Comité est à Moscou et son **Secrétariat** est installé dans les locaux même du ministère des Affaires étrangères soviétique !

Bien que l'article 7 du Pacte prévoit que « les parties contractantes s'engagent à ne participer à aucune coalition ou alliance et à ne conclure aucun accord dont les buts seraient en contradiction avec ceux du présent Traité », les Soviétiques ne se sont pas gênés, comme l'ont souligné avec justesse les communistes albanais, pour conclure en 1963 un traité tri-partite (GB-USA-URSS) sur « l'arrêt partiel des essais nucléaires », puis en 1968 un Traité URSS-USA sur la « non prolifération des armes nucléaires », bafouant du même coup la lettre et l'esprit du Traité, la souveraineté des autres pays membres.

La « *Coordination fonctionnelle* » envisage le *stationnement* des troupes soviétiques sur le territoire des

pays membres et l'utilisation des forces du Pacte. Or, depuis 1968 les troupes soviétiques dans les pays satellites ont augmenté de plus de 20% si bien qu'en 1973 les forces terrestres soviétiques s'élevaient à 30 divisions (soit 300.000 hommes). L'article 8 du Pacte exclut toute opération de police ou de maintien de l'ordre de la part des troupes du Pacte dans un pays membre : l'agression de la Tchécoslovaquie montre à l'évidence ce qu'il en est de cette clause. En fait, le déséquilibre entre l'URSS et les autres membres du Pacte est tel que l'utilisation des institutions du Pac-

La formidable armada, que sous couvert du Pacte les Soviétiques ont massé en Europe orientale, ne correspond nullement, tant en quantité qu'en qualité, à des mobiles de « défense ». En 1973 les troupes soviétiques stationnant en Europe ont augmenté de 50% leur force aérienne tactique. A cette date on estimait qu'en Europe de l'Est et dans la Russie d'Europe étaient concentrées les 3/5 des troupes terrestres et plus des 3/4 des forces aériennes, les 3/4 des missiles de portée moyenne étaient braqués vers l'Europe occidentale. Par rapport à 1968, l'artillerie sovi-

LE PACTE DE VARSOVIE CONTIENT EN LUI-MEME SA PROPRE NEGATION

Les peuples des pays de l'Europe de l'Est aspirent à l'indépendance et à la souveraineté nationales, ils comprennent de mieux en mieux la véritable nature du Traité de Varsovie. L'invasion de la Tchécoslovaquie, pays membre du Traité, n'a pas uniquement ouvert les yeux au peuple tchécoslovaque !

L'armée soviétique quant à elle, éduquée par les nouveaux tsars dans l'esprit du chauvinisme grand-russe, de l'expansion territoriale et

Une armada d'agression (extrait d'une brochure de Novosti, intitulée "la paix est bien gardée")

« Ces dernières années, on a vu se développer rapidement les troupes aéroportées. Elles sont destinées à combattre les moyens d'attaques nucléaires sur les arrières ennemis, à exploiter rapidement le succès des attaques nucléaires sur les objectifs ennemis situés en profondeur des lignes adverses, à aider les troupes au sol à s'emparer des centres administratifs et industriels de l'adversaire, à se rendre

maîtres des lieux de franchissement des grands cours d'eau et des têtes de pont qui s'y trouvent, des défilés de montagnes et d'autres régions difficilement accessibles, ainsi qu'à accomplir d'autres missions.

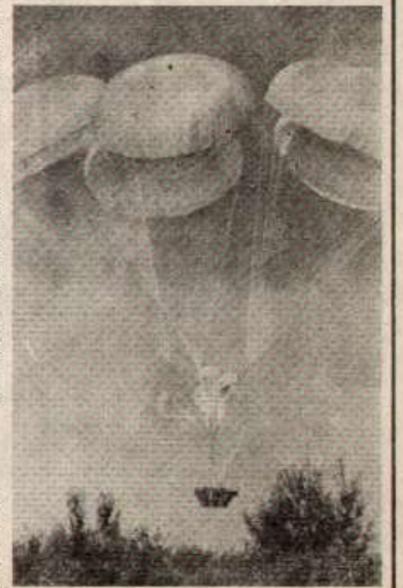
Les troupes aéroportées sont dotées de moyens de lutte perfectionnés. Elles disposent actuellement des véhicules blindés lance-roquettes et de transport du personnel qui assurent aux troupes aéroportées la rapidité de déplacement au sol, de moyens efficaces anti-chars et de DCA, de canons et obusiers modernes, de puissantes armes automatiques, de moyens de transmission et de guidage.

Pour les troupes aéroportées on a mis au point différentes techniques de parachutage qui permettent de parachuter sur les arrières de l'ennemi à la fois les combattants, le matériel de guerre, les munitions, le carburant et d'autres charges.

Les possibilités de l'aviation de transport militaire, sa capacité de chargement et son rayon d'action ont grandement augmenté. Les avions de transport modernes, militaires, sont à présent en état de parachuter et de mettre à terre chars, remorques, voitures, matériel du génie, et de transporter à de grandes distances les troupes et le matériel lourd.



Manœuvre de débarquement...



... Largage de troupes aéroportées

Un exemple concret des possibilités immenses et de la puissance destructive des troupes aéroportées a été fourni par les manœuvres « Dvina » réalisées en Union Soviétique en mars 1970. Au cours de ces manœuvres les géants de l'air « Anteï » et les avions de transport militaire AN 12 ont transféré et largué sur les arrières de « l'adversaire » en quelques minutes toute une division aéroportée avec leur équipement complet en armes légères et lourdes. »

te demeure à l'entière discrétion des Soviétiques.

La *dépendance opérationnelle* des pays membres vis à vis de l'URSS est fondée sur la situation de monopole de cette dernière : les « alliés » dépendent de l'URSS pour les armes importantes. Par exemple, la fabrication d'un ensemble complet d'équipement ou la constitution d'une réserve de guerre permettant des actions militaires indépendantes sont soumises à l'autorisation des maîtres du Kremlin. L'URSS possède un monopole absolu pour ce qui est de la fabrication, du choix de l'emplacement et de l'utilisation de la gamme des armes nucléaires tant tactiques que stratégiques. Par ailleurs, les forces aériennes, comme les autres sont placées sous commandement soviétique : les « alliés » ne peuvent posséder « en propre » que des appareils d'interception ou d'appui. Seule l'URSS fabrique, possède et contrôle les bombardiers à long ou moyen rayon d'action.

Ainsi, l'intégration militaire et politique des pays révisionnistes par le biais du Traité de Varsovie (et dont le pendant économique est le COMECON) représente aujourd'hui le principal mécanisme visant à leur intégration territoriale à l'URSS. C'est la méthode la plus « efficace » pour liquider tout signe d'indépendance ou de souveraineté des pays satellites.

En Europe orientale a plus que doublé et le nombre des chars soviétiques en RDA s'est accru de plus de 30%. En janvier 1973 (mais ces chiffres sont aujourd'hui sensiblement dépassés) les forces du Pacte alignaient en Europe :

— Flanc Nord et Europe centrale : 4.200 avions de combat tactique, 37 divisions d'infanterie (370.000 hommes), 28 divisions mécanisées (16.000 chars)

— Flanc Sud (Méditerranée) : 1.200 avions de combat tactique, 21 divisions d'infanterie, 9 divisions mécanisées (5.700 chars).

Les « réserves » stationnées dans les trois régions militaires de la Russie d'Europe s'élèvent à 30 divisions d'infanterie (300.000 hommes) et plus de 3.000 chars !

La disproportion flagrante entre les forces militaires du Pacte et celles de l'OTAN, la nature même des manœuvres conjointes des armées du Pacte qui ont pour thème la « *pénétration profonde en territoire ennemi* », l'arrivée sur la « ligne de front » de troupes spéciales soviétiques calquées sur le modèle des « marines » US, notamment en RDA, démontrent, d'une manière indiscutable, que l'Etat-Major militaire des dirigeants soviétiques a substitué à une stratégie défensive une stratégie fondamentalement offensive, agressive.

de l'hégémonie politique et militaire, ne possède pas la cohésion, l'esprit combatif et la force qu'on lui prête. Comme toutes les armées impérialistes elle semble forte de l'extérieur, mais de l'intérieur elle est pourrie. On se souvient de l'épidémie de « dépressions nerveuses » qui a frappé les rangs de l'armée soviétique pendant l'occupation de la Tchécoslovaquie ! Les jeunes soldats soviétiques étaient partis combattre la « contre-révolution » en « sauveurs », mais ils ne virent qu'un peuple en lutte pour reconquérir son indépendance et sa souveraineté nationales, ils n'étaient que des « agresseurs » !

LUTTONS POUR LA DESTRUCTION DES BLOCS AGRESSIFS !

Les peuples d'Europe qui ont déjà connu deux guerres mondiales dévastatrices, aspirent à la paix, à l'indépendance, à la sécurité et à la coopération. Ils peuvent vivre sans l'OTAN et sans le Pacte de Varsovie.

La lutte contre l'OTAN et le Pacte de Varsovie, contre ces deux blocs agressifs manipulés par les deux super-puissances, constitue une lutte pour le renforcement de la souveraineté nationale, une lutte pour la liberté et l'indépendance, pour assurer l'égalité dans les relations internationales. S'opposer à la présence de ces deux blocs agressifs militaires, c'est s'opposer au danger de déclenchement d'une guerre agressive à laquelle se préparent les deux superpuissances.

Hervé GAY

Les "grognards" de l'empire

Les révisionnistes bulgares, qu'on dit pourtant être les plus fidèles « sujets » du Kremlin, sont mécontents du fonctionnement du COMECON (Conseil d'Entraide Economique). Et ils le disent ! Dans le dernier numéro de 1974 de la revue *Relations Internationales*, les révisionnistes bulgares se plaignent qu'au sein du COMECON le « principe de l'avantage réciproque » soit bafoué par les « camarades » soviétiques. Au nom de la « division internationale du travail » et de « l'intégration économique » sauce soviétique, chaque « démocratie populaire » se voit cantonnée à un certain type de développement et de production économiques. Pour l'une ce sont les minerais, pour l'autre les machines outil, etc. La Bulgarie, quant à elle, est considérée comme le « verger » de l'empire soviétique : produire et exporter en URSS et dans les autres « démocraties populaires » ses produits agricoles et alimentaires, voilà sa tâche ! Or les Bulgares ont constaté qu'en 1971, par exemple, les prix des machines et des équipements qu'ils doivent importer d'URSS étaient de 19% plus élevés que ceux du marché mondial, tandis que les prix des produits agricoles et alimentaires qu'ils doivent exporter vers l'URSS étaient de 19% moins élevés que ceux du marché mondial ! Or la Bulgarie exporte vers l'URSS près de la moitié de sa production de légumes frais, fruits et tabac et 78% de ses conserves alimentaires, tandis qu'elle en importe l'essentiel des produits industriels dont elle a besoin.

On voit ainsi que la « coopération fraternelle » dans le COMECON ne fonctionne que dans un sens ! Le pillage et l'exploitation que l'URSS fait subir aux « pays frères » est un pillage et une exploitation de type colonial. Ces méthodes du social-impérialisme mécontentent fort les peuples dominés des « démocraties populaires » et exacerbent les contradictions entre les différentes cliques révisionnistes au pouvoir.

AU SUD VIETNAM LIBERE

Interview de ROGER PIC

Roger Pic, reporter, cinéaste, a réalisé de nombreux films et reportages sur la lutte des peuples d'Indochine. Certains de ses reportages sont passés sur différentes chaînes de télévision dont la télévision française où il a animé l'émission « Les grands reporters ». Les reportages qu'il a effectués à plusieurs reprises en coopération avec le Front National de Libération dans les zones libérées du Sud-Vietnam, durant la guerre d'agression américaine, ont fourni un important témoignage pour combattre les mensonges des organes d'informations impérialistes. Il était au Sud-Vietnam à la veille de la libération de Saigon, et il témoigne sur cette situation dans l'interview accordée à notre journal.

FR : Quand tu es arrivé à Da-Nang, qu'est-ce qui frappait le plus l'observateur ?

R. PIC : La plupart des journalistes qui venaient d'Europe s'attendaient à trouver une situation confuse, ils avaient encore en tête ce que la presse occidentale annonçait : « bains de sang à Da-Nang, règlements de comptes, massacres, le sang coule à flot dans les ruisseaux à Da-Nang et à Hué... ». Or ces informations prenaient leur source dans des « témoignages non contrôlés, recueillis à Hong Kong ». Dans la presse occidentale, cette origine douteuse n'était pas mentionnée et l'on titrait sans réserve : « Bains de sang... etc. ».

En fait tous les journalistes ont pu vérifier par tous les témoignages qu'il s'agissait d'une propagande mensongère et que la ville était calme.

LA CHUTE DE DA-NANG

FR : Que s'est-il passé quand les forces révolutionnaires sont entrées dans la ville de Da-Nang ?

R. PIC : Quels que soient les gens interrogés, qui portaient en toute liberté (y compris les ressortissants français), tout le monde nous a dit : « Heureusement que les forces révolutionnaires sont arrivées pour rétablir l'ordre ». Car s'il y a eu des victimes, c'est parmi les fuyards. L'énorme propagande anti-révolutionnaire a provoqué une grande panique et la fuite d'un certain nombre de gens. C'est là que certains se sont entretués pour s'embarquer dans les dernières péniches. C'est là qu'il y a eu des scènes de pillage incroyables.

FR : Tu as rencontré des gens blessés dans ces conditions ?

R. PIC : Oui, dans le grand hôpital de Da-Nang, j'ai vu des gens blessés dans ces espèces de fusillades au moment de la panique. Certains pour s'enfuir, ont traversé des terrains militaires où il y avait des champs de mine qui ont explosé. Mais tous étaient d'accord pour dire qu'en suite tout était normal et qu'avec le GRP le calme était revenu. J'ai vu également à l'hôpital d'anciens soldats de l'armée de Thieu. Le GRP ne les considérait pas du tout comme des prisonniers. Ils sont rendus à la vie civile dès que leur santé le permet ; au même titre que plus de 100.000 soldats qui avaient abandonné leurs armes et uniformes avant l'arrivée du GRP. Celui-ci leur a tout simplement demandé de se faire connaître. J'ai rencontré un ancien soldat de Saigon qui, ayant abandonné son uniforme, avait rejoint sa famille, à 25 km de Da-Nang, pour se remettre au travail dans les champs. Là, en labourant, il a

fait sauter une mine qui lui a arraché les deux mains et l'a rendu aveugle. Il est soigné à l'hôpital de Da-Nang avec les autres anciens soldats.

FR : Comment peux-tu expliquer cette panique qui a pu toucher provisoirement une partie de la population ?

R. PIC : Il faut considérer qu'à Da-Nang, pendant des années, les Américains et Saigon ont cultivé le mythe de la « terreur communiste et révolutionnaire » et que la population était dans son ensemble influencée par cette propagande et tout d'un coup, certains ont pu s'imaginer que les forces révolutionnaires allaient arriver avec un comportement d'arrogance et de supériorité et se livrer à des règlements de comptes.

Il ne faut pas oublier que la répression US-Thieu était extrêmement violente, surtout dans les villes comme Da-Nang. Toute une partie de la population était difficilement touchée directement par les informations des réseaux de résistance. Il faut rappeler que l'application du plan Phénix, qui a été monstrueux, a opéré la liquidation physique de dizaine de milliers de militants.

DA-NANG LIBEREE

FR : Avec l'entrée du GRP à Da-Nang, le calme est revenu ; quelle était l'atmosphère dans la ville ?

R. PIC : Le plus frappant, c'est la façon dont la population accueillait les forces révolutionnaires et la volonté de celles-ci de se faire mieux connaître. Tout d'un coup on trouve quoi ? On trouve des frères cherchant le contact, et ce contact s'établissait d'une manière fantastique. Il y avait une volonté commune d'établir un contact, une communication qui me semble irrésistible et qui se manifeste maintenant à travers tout le Sud-Vietnam.

Il se faisait des réunions spontanées, dans la rue. Au près des petits commerçants installés sur le trottoir, l'animation maintenant se crée autour des forces révolutionnaires.

Il y a un immense soulagement dans l'ensemble de la population, parce que la guerre est terminée. Avant tout il y a une immense volonté de réconciliation, de se retrouver. Au Sud-Vietnam, chaque famille est touchée par ce déchirement qui dure depuis tant d'années. Beaucoup m'ont dit : « J'ai retrouvé mon frère, j'ai retrouvé ma mère ».

FR : Que devient la troisième force ?

R. PIC : La troisième force était en partie exilée, en France notamment, à cause du comportement de Thieu contre elle. Au Sud-Vietnam elle était complètement muselée quand elle n'était pas enfermée dans les prisons. Elle avait peu de pouvoir d'expression. Or les exilés vont rentrer, les prisonniers sont libérés. Les libertés démocratiques sont rétablies.

J'ai vu de des gens qui m'ont dit : « Moi, je n'ai jamais milité avec le mouvement révolutionnaire, mais je n'ai pas pour autant approuvé le régime de Saigon. Ces gens là, aujourd'hui n'ont plus peur ».

Il faut rappeler que le régime de Thieu réprimait féroce ment tous ceux qui s'y opposaient. Il faisait régner la terreur. Aujourd'hui, les discussions s'engagent en toute liberté ; il se construit un Vietnam vraiment démocratique.

LA NOUVELLE VIE DANS LES CAMPAGNES

FR : En dehors de Da-Nang as-tu visité la campagne ?

R. PIC : Oui, j'ai circulé très librement dans la province de Da-Nang. La situation me paraît

plus simple qu'à Da-Nang, car la présence militaire de Thieu y était insignifiante. Mais dans les campagnes, comme dans les villes prédominait la satisfaction que la guerre soit terminée et que l'on puisse parler très ouvertement de la réconciliation.

FR : As-tu assisté à des meetings dans les villages ?

R. PIC : J'ai assisté à un grand meeting à Da-Nang. Il y en a dans les campagnes aussi. Dès 4 heures du matin, j'ai vu des gens se rendre au stade où le meeting devait commencer à 7 h.

On attendait environ 40.000 personnes dans ce stade qui n'est pas très grand. Il est venu environ 100.000 personnes.

Le président Nguyen Huu Tho y a pris la parole. Les gens sont restés debout toute la matinée, il faisait 50° à l'ombre.

C'était vraiment quelque chose d'improvisé, ce n'était pas formidablement préparé et orchestré. Les mots d'ordre jaillissaient un peu dans tous les sens. Ça avait un peu l'allure d'une kermesse, d'une fête. Mais ce qui se dégageait nettement de tout ça, c'est un énorme enthousiasme, une profonde réaction du peuple manifestant sa libération.

Il se dégageait un enthousiasme vraiment spontané. On agitait des petits drapeaux, des portraits d'Ho Chi Minh : il a un prestige immense. C'est le grand symbole de la réconciliation et de l'indépendance. C'est tout de même un événement fantastique. C'est la première fois qu'ils sont indépendants, qu'ils ont retrouvé une véritable nationalité vietnamienne.

FR : Les journaux occidentaux ont dit que le GRP avait été surpris par la victoire si rapide. Qu'en pensent les responsables ?

R. PIC : Ils ont toujours été sûrs de la victoire finale, pour certains observateurs cela paraissait de l'utopie. Après tant d'années les forces révolutionnaires ont maintenu la même ligne, le même objectif.

Et puis l'histoire leur a donné raison sur toute la ligne. Mais effectivement sur la fin, l'effondrement des forces de Saigon s'est accéléré. Quand Thieu a ordonné l'évacuation des hauts plateaux, il a créé un climat de panique chez ses propres troupes. Il y a eu de durs combats, de très durs accrochages, mais en beaucoup d'endroits, le GRP a avancé dans un vide laissé par les troupes de Saigon qui s'enfuyaient à une vitesse ahurissante. A Hué et Da-Nang, les forces révolutionnaires sont entrées sans livrer combat. Le GRP, évidemment, n'était pas pris au dépourvu mais il a fallu très rapidement organiser l'administration d'une ville comme Da-Nang par exemple.

L'ORGANISATION DE LA VIE DANS DA-NANG LIBEREE

FR : La ville était-elle normalement approvisionnée lorsque tu es arrivé ?

R. PIC : Contrairement à ce qu'on pouvait penser, il y avait beaucoup de marchandises à Da-Nang ; tout fonctionnait normalement. Beaucoup de marchands écoulent leurs stocks petit à petit. Le GRP laisse faire ; il cherche avant tout à assainir au niveau des grands trafiquants, qui ont fait du pillage systématique et organisé. Au niveau du ravitaillement, le riz se vendait à un prix stable, on parlait même d'en faire baisser le prix. Des campagnes, commençaient à arriver des camions de légumes frais, de choux qui se vendaient directement sur le petit marché.

FR : Quels sont les problèmes de l'administration d'ensemble de la ville ?

R. PIC : Avant le débarquement américain, Da-Nang était une ville de 50.000 habitants. A cause de la présence américaine, puis de l'énorme contingent de Thieu, la ville a pris une ampleur anormale. Autour des fameuses bases de Da-Nang il s'est créé tout un trafic, un commerce de consommation, de plaisir, de jeux... ça a fait venir des gens de l'extérieur. En plus, les opérations de ratissage, de défoliation, la politique de terre brûlée a forcé les populations des campagnes à s'agglomérer dans les villes. Da-Nang aujourd'hui compte plus d'un million d'habitants.

Or il n'y a pas d'emploi, pas d'industrie pour faire vivre toute cette population, alors qu'a disparu tout le trafic et le commerce liés à la présence des troupes de Thieu.

FR : Y avait-il des milices constituées ?

R. PIC : Oui, bien sûr. 3 semaines après la libération de Da-Nang, les forces révolutionnaires doivent être prudentes, 150.000 soldats passés du jour au lendemain en position de civils pouvaient cacher certains éléments tentés par des actions de sabotages, des actions suicides. Ce qui est visible, c'est la création de milices ouvrières d'usine et populaires dans les quartiers.

Il y a un ordre général. Il n'y a ni pillage, ni trafic. Le ravitaillement est normal. Mais ça ne peut pas durer longtemps ainsi, c'est à dire importer du riz pour une population qui ne produit rien. Il faut rétablir une situation



Les forces armées de Libération victorieuses à Da-Nang

plus normale. Les gens qui sont en ville depuis moins de 10 ans sont invités à regagner leur village d'origine. On fournit l'aide nécessaire, les camions par exemple, il y a bien entendu certaines exceptions pour ceux qui sont en ville depuis moins longtemps, mais qui ont une fonction précise, utile, comme des enseignants par exemple qui font normalement leur travail.

FR : Tu as discuté avec des gens qui partaient se rétablir à la campagne ?

R. PIC : Oui, ils étaient dans une situation anormale à Da-Nang. Beaucoup vivaient dans des bidonvilles ou des camps. Ils étaient très contents de retourner dans leur village. Que vont-ils retrouver ? Peut-être des rizières à remettre complètement en état. Peut-être une zone complètement dévastée par la défoliation les obligeant à s'installer plus loin. Peut-être entreprendre les travaux d'irrigation. Peut-être que leur maison n'existe plus. Mais après ces 30 ans de guerre, on a envie de reconstruire le pays. Retourner à la campagne, se remettre au travail, je crois que ça ne fait peur à personne.

FR : Quand le GRP a pris le contrôle de Da-Nang, ceux qui avaient fait un travail clandestin ont

eu des responsabilités à ce moment là ?

R. PIC : Bien entendu. Mais la remise en marche de la ville ne s'appuie pas uniquement sur les résistants. J'ai assisté à la remise en route de l'usine de textile, avec 600 ouvriers. L'ancien directeur s'est enfui. On a nommé comme nouveau directeur un ancien cadre technique qui n'était pas un révolutionnaire mais qui aspire aujourd'hui à connaître la révolution vietnamienne et à jouer maintenant un rôle moteur. L'usine est aujourd'hui sous le double contrôle ; celui d'un comité des ouvriers et celui des autorités du GRP. Le nouveau directeur a un rôle technique.

De même les écoles, après leur nettoyage, le recensement des élèves et des professeurs, ont toutes rouvert leurs portes.

FR : Comment la population était-elle informée de ce qui se passait ?

R. PIC : La radio fonctionnait normalement. Ils étaient très bien informés. Il y avait aussi, tous les jours, dans les rues, des voitures-radio, des distributions de tracts annonçant par exemple la venue de Nguyen Huu Tho, la réouverture des écoles, des usines.

FR : A Da-Nang est-ce que les cinémas fonctionnaient ?

R. PIC : Oui, bien sûr. Les premières mesures prises ont fait fermer les boîtes de nuit et interdire la prostitution. Mais

pour les cinémas on a simplement retiré de la circulation les films américains.

On projetait notamment les films du studio « Libération ».

Et puis, quand les forces révolutionnaires sont entrées dans la ville, il y a des gens, intoxiqués par la propagande de Thieu, qui voulaient s'habiller comme les FAPL ; il a été indiqué à la population, aux jeunes filles de porter des vêtements de couleurs, de couleurs gaies.

FR : Aujourd'hui le Vietnam du Nord est avancé dans l'édification du socialisme ; le Sud a été provisoirement coupé par l'impérialisme. Nguyen Huu Tho, que tu as rencontré, explique que la réunification se fera lentement, pas à pas ?

R. PIC : Oui. Je lui ai demandé si, avec les victoires des forces populaires, la réunification était toute faite. Certes le 17° parallèle ne coupe plus le Vietnam en 2. Mais il a nettement expliqué qu'au Sud il fallait panser les plaies, rétablir une vie normale au Sud. Un pays qui a été déchiré, une partie de la population qui a subi une propagande réactionnaire fantastique demande quelque temps pour résorber ses plaies et réaliser une unité totale et profonde.